# LA GRÈVE DES MARINS **ANGLAIS**



Mardi 31 mai 1966 - Nº 61

Paraît toutes les deux semaines — 0,50

le Syndicat des Marins britanniques, la Natio-nal Union of Seamen, lançait un ordre de grève illimitée qui immédiatement suivi d'effet. Au fur et à mesure que les bateaux accostaient, les marins cessaient le travail. Peu à peu le nombre de bateaux immobilisés et le nombre de grévistes augmentaient. Le troisième jour 300 navires étaient touchés, le neuvième 518, le dixième 558 et à ce moment-là plus de 16 000 marins suivaient le mouvemarins suivaient le mouve-ment. Si la grève se poursuit, c'est la totalité de la flotte commerciale britannique, soit 2500 bateaux, qui sera touchée.

### LES REVENDICATIONS DES GREVISTES ET LE GOUVERNEMENT « SOCIALISTE »

Les marins sont une des corporations les plus exploitées de la classe ouvrière britannique. La durée hebdomadaire du travail dans cette branche - 56 heures — est fixée par une loi de... 1894. Et pour près de 60 heures de travail par semaine les marins ne gagnent que 820 F par mois. Les grévistes demandent l'abrogation de cette loi et la semaine de 40 heures sans diminution de sa-laire, les heures éventuellement laire, les heures eventuellement effectuées au delà devant être majorées. Ceci équivaudrait à une augmentation d'à peu près 17 % des salaires.

Face à cela les armateurs s'en tiennent à une augmentation de 5 % pour cette année et la semaine de 40 heures en trois ans

Mais l'importance de cette grève — la dernière date de 1911 dans cette corporation réside dans le fait qu'il s'agit de la première mobilisation importante de la classe ou vrière anglaise depuis la réélec-tion de Wilson il y a deux

Et on peut dire qu'elle en est une conséquence. En effet, une des raisons de la victoire travailliste le 31 mars dernier est le vote massif que lui accorda la classe ouvrière. Car la politique anti-ouvrière de celuici, et notamment la loi limitant le droit de grève, n'a pas encore réellement touché les travail leurs. Bien plus, la situation de plein emploi qui existe actuellement en Angleterre provoque une tension sur le marché du travail favorable aux salariés. La demande de main-d'œuvre étant supérieure à l'offre, les salaires augmentent. Bien sûr Wilson n'y est pour rien. Tout au contraire, il tente de freiner le plus possible cette hausse des salaires par son plan de « stabilisation des prix et des salaires ».

Mais il n's lement et le premier gouvernement Wilson ne s'étant pas traduit par une détérioration de leurs conditions de vie, la classe ouvrière vota largement pour le Labour une seconde fois. Mais cette victoire était à double tranchant. En effet, lors du premier gouvernement sa majorité parlementaire extrêmement réduite (3 ou 4 sièges) servit d'alibi à Wilson pour retarder « ad perpetum » les améliorations promises lors de la campagne électorale. s'agissait, affirmait-il, de mener une politique prudente afin de n'effaroucher personne et de pouvoir gouverner.

Mais aujourd'hui il n'en est plus de même puisqu'il dispose de près de 100 sièges d'avance sur les conservateurs. Et cette fois les couches les plus exploitées du prolétariat anglais, et notamment les marins, considè-rent qu'il a maintenant les mains libres pour répondre favorablement à leurs revendications. On assiste ainsi à un phénomène un peu semblable à celui qui se produisit en 1936 en France lorsque, après la vic-toire électorale du Front Populaire, les travailleurs occupe rent les usines, considérant que puisqu'ils avaient « gagné » à la Chambre c'étaient désormais eux les patrons,

## GOUVERNEMENT ET SYNDICATS CONTRE LES TRAVAILLEURS

L'appareil syndical, partie intégrante de la bureaucratie du Labour, a sans doute tout fait pour empêcher que la grève ne se déclenche. Mais, devant la détermination de la base, pour ne pas être débordé par une grève « sauvage », la direction syndicale lança l'ordre de grè-ve, espérant ainsi la contrôler et, à la première occasion, l'étrangler. Dès le cinquième jour de grève, Gerry Lipman, secrétaire du Syndicat des Marins, se déclarait d'accord avec le gouvernement pour la constitution d'une commission « d'enquête » impartiale sur les salaires et laissait entendre que si les armateurs accor-daient immédiatement plus de 3 %, il n'était pas personnelle-semble que pour l'instant le

LE MAVIGATEUR

SOLITAIRE ....

## Au Vietnam, l'impérialisme U.S. n'a le choix qu'entre La retraite ou le génocide

gouvernement tente d'isoler moralement les grévistes en es sayant, par cette mesure considérée comme grave et excep-tionnelle, d'effrayer et de dres-ser contre les grévistes une partie de la population, surtout de la petite bourgeoisie, en blo-quant les prix, en interdisant les exportations, en ressortant les cartes de rationnement, etc.,

etc. Car il ne peut attaquer de front la grève, pour le moment du moins. En effet, d'autres 'corporations, notamment les

E général Ky vient de mater dans le sang la rebellion de Da Nang. Mais cette victoire ne règle rien. Le régime fait eau de toute part. Hué est toujours en dissidence et à Saigon même (capitale du gouvernement sud-vietnamien), dix mille personnes se sont réunies vendredi soir à l'Institut bouddhique pour écouter des discours hostiles au gouvernement. Suici-des par le fer ou par le feu, de toutes les villes du Viet-nam, la protestation sanglante s'élè-ve jusqu'aux consulats américains. La nouvelle « sale guerre » révèle chaque jour son vé-ritable visage : au Viet.nam l'impérialisme américain fait la guerre à tout un peuple.

Car de Diem à Ky, la politique américaine a épuisé toutes les cartes dont elle disposait pour donner à son intervention l'aspect d'une aide militaire à une partie de la popula-tion. Aujourd'hui, le Viet-Cong dans les campagnes, les boud-dhistes dans les villes font chaque jour la preuve que le régi-me Ky n'a aucune base popu-laire réelle. Son pouvoir ne s'appuie que sur l'armée... et les Américains. Et si malgré l'una-nimité qu'il fait contre lui les U.S.A. le soutiennent encore c'est qu'il n'ont personne à mettre à sa place.

Les forces armées américai-nes sont chaque jour plus nom-breuses au Viet-nam, chaque jour aussi sont plus nombreuses les forces qui s'opposent à elles. L'impérialisme américain se montre décidé à ne pas céder en Asie, mais sa politique aboutit à l'effet inverse : A part une clique militaire cor-rompue et fascisante, c'est l'ensemble de la population : paysans, ouvriers, petite bourgeoisie et bourgeoisie elle-même qui entre de plus en plus dans le combat contre les U.S.A.

civils américains bien sûr car les autres sont dans la rue.

venait, nul doute qu'il fourni-rait à l'état-major U.S. le pré-texte pour intervenir directe-ment et « pacifier » les villes comme il « pacifie » les cam-pagnes. Et le mouvement boud-dhiste national, éliminé, le Viet-Cong se refrouversit seul face Cong se retrouverait seul face à l'impérialisme américain. Seul c'est-à-dire de plus en plus tributaire de ses « alliés » la Chine et l'U.R.S.S.

Or le Viet-Cong représente un mouvement national petit beourgeois d'opposition à l'im-périalisme. Mouvement que la politique de guerre américaine amène à se radicaliser sans cesse et à chercher aide militaire et morale auprès du camp so-viétique. Dans ce contexte le

ment atteint.

L'assassin, Edward Wanio

L'assassin, Edward Wanto-lek, chauffeur de taxi à Dé-troit, âgé de 40 ans, fut ar-rêté quelques heures plus tard dans une bibliothèque où il avait laissé sa femme en lui annonçant qu'il allait « tuer des communistes ».

Il semble pour le moment que Waniolek ait agi à titre individuel, il avait rendu vi-site au consulat de l'Union sud-africaine à New York pour demander le droit de

séjour dans ce pays. Il y au-rait déclaré que « les U.S.A. étaient infestés de commu-nistes » et qu'il était armé et prêt à lutter contre les

communistes ». Dans une dé-claration de six pages qu'il

aurait remise au consulat il déclarait avoir l'intention de

retou er à Détroit et de se mettre « à tirer sur les com-

On ne peut qualifier un tel acte que d'assassinat sau-vage et inhumain. Cet assas-sinat est un effet de l'hysté-

rie anticommuniste de la bourgeoisie américaine pour qui la coexistence pacifique n'existe pas. Waniolek est le produit de cette intoxication.

Les trotskystes militent dans des conditions très dif-

dans des conditions très dif-ficiles dans la citadelle-mê-me de l'impérialisme mon-dial. Leur combat est d'au-tant plus dur, mais la vic-toire du socialisme est iné-luctable car une société qui ne produit que des tueurs à gages et des malades est condamnée.

Nous exprimons aux ca-marades du S.W.P. notre profonde émotion et notre solidarité devant un tel at-

munistes ».

condamnée

suite page 4

E lundi 16 mai, à Dé-troit, Michigan (USA) un militant de l'orga-nisation trotskyste américai-ne Socialist Workers' Party ne Socialist Workers' Party était brutalement assassiné et deux autres blessés au siège de leur organisation. Ces trois camarades se trouvaient présents vers 14 h 30 quand un homme entra leur demandant des livres de Lénine; après présentation du catalogue, il sortit un revolver ét tira, tuant d'un seul coup Léo Bernard, 27 ans, et blessant de quatre coups chacun, Walter Graham, 19 ans, Jan Edward Garrett, 22 ans, étudiants à l'Université Wayne à Détroit. J. E. Garrett fut blessé légèrement, mais W. Graham est grièvement atteint.

Les Américains ont pu « sa-crifier» Diem, mais aujourd'hui Ky ne peut être le bouc émis-saire. Les manifestants de Da Nang et Hué ont su trouver le chemin du consulat U.S. Et les Américains ne s'y trompent pas. A Hué le siège de l'état-major U.S. a été transformé en véritable forteresse avec réseaux de fil de fer barbelé, et mitrailleuses en batterie aux coins de l'immeuble. Les civils sont évacués vers Saigon — les

Mais tandis que l'armée de Ky, aéroportée, s'efforçait de réduire la rebellion de Da Nang, tandis que les Américains essayaient de garder une apparence de neutralité dans le conflit qui opposait entre elles les forces gouvernementales, le Viet Cong, lui n'attaquait pas. La presse bourgeoise s'étonne : pourquoi les « communistes » ne profitent-ils pas de la situation pour marquer des points ? Tout se passe comme si le Viet-Cong en n'attaquant pas sur Da Nang ou Hué, passait une sorte de pacte avec les boud-dhistes. Si le Viet-Cong inter-

Il ne suffir pas de tenir la barre, surtout quand les marins font grève.

ment opposé à la reprise du travail. Il ne donna aucun chif-fre mais le « plus de 3 % » est tout de même loin des 17 %

Quant à Wilson, le 23 mai, après avoir vainement tenté d'empêcher la grève, il fit pro-clamer l'état d'urgence, chose qui n'avait été faite que trois fois dans l'histoire et chaque fois contre les travailleurs, en 1926 lors de la grève générale, en 1949 lors de la grève des dockers et en 1955 lors de la grève des cheminots.

Cette législation lui permet entre autres, de faire appel à la Royal Navy pour remplacer les grévistes et prévoit des amendes de 100 livres (1 400 F) et 3 mois de prison pour ceux qui tenteraient de s'opposer à son application. Et bien que le recours à de telles sanctions ne soit pas exclu, malgré les déclarations de Wilson aux Communes insistant sur le côté « me sure de précaution » de la loi « nullement destinée à briser l'action des gens de mer », il dockers, ont menacé de se joindre au mouvement si le gouver nement tentait de briser grève par l'emploi de la Royal Navy sans autorisation des comités de grève.

### ET MAINTENANT

Le gouvernement Wilson se trouve donc dans une situation des plus délicates. Le mouve ment se durcit au fil des jours et risque de se durcir encore si les marins n'obtiennent pas satisfaction. S'ils l'obtiennent ils auront fait la démonstration que la lutte paie et de tels mouvements risqueront alors, par

contagion, de gagner d'autres secteurs de la classe ouvrière. C'est pourquoi, quel que soit le frein qu'y mettront les bu-reaucrates syndicaux, la grève des marins pourrait bien être la première offensive du prolé tariat anglais contre le gouvernement travailliste, le premier pas vers une mobilisation importante des travailleurs de rande-Bretagne.

L. STERN.

### CRUEL DILEMME

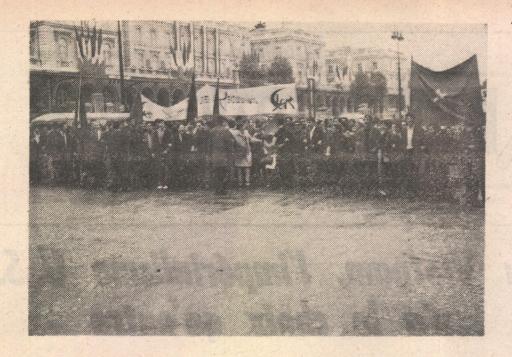
De la manifestation des prêtres matraqués à Barcelone, nous ne voulons retenir qu'un modeste aspect. Des flics catholiques ont reçu un ordre et l'ont exécuté sans hésitation. Car, tout ces flics sans hésitation. Car, tout ces flics sont catholiques. En Espagne, on ne peut pas être policier si on n'est pas catholique. Mais, catholique, ça n'a jamais voulu dire indiscipliné. Des flics comme ceux là, vous cruciferaient une cinquantaine de Jésus à l'heure, sans même tendre une éponge rafraîchissante. fraîchissante.

Le bruit a couru que ces as-someurs allaient se faire excom-

munier.
Il est douteux que la sainte Eglise prenne une mesure aussi... imprudente. Car si les champions de la matraque sont excommuniés, ils seront, logiquement, exclus de la police espagnole... où l'on n'admet que de bons catholiques. Et, en ce cas, qui protègera les immenses biens de l'Eglise?

Cruel dilemme.

NED



n'est certes pas là quelque chose de négligeable. Et si l'extrêmegauche tout entière osait un peu plus entreprendre des actions publiques de ce genre, même d'une portée limitée, elle existerait sans doute davantage sur l'échiquier politique du pays qu'elle ne le fait actuellement.

Pourtant, quel que soit l'enthousiasme et l'ardeur des J.C.R., de telles actions seront insuffisantes en elles-mêmes pour leur permettre de sortir de leur isolement en milieu étudiant, de progresser vers la construction d'un mouvement communiste révolutionnaire.

Une telle manifestation, si elle est importante pour les révolutionnaires, n'est pas susceptible de toucher les troupes du P.C.F. vers lesquelles veulent militer en premier lieu les J.C.R. Elle n'a pas l'ampleur et ne peut l'avoir, les J.C.R. étant ce qu'elles sont, qui soit susceptible de troubler la quiétude de la direction du P.C.F. ou même de poser à certains militants la question de savoir pour quoi le P.C.F. ne fait rien, lui, contre la guerre du Vietnam.

Essentiellement parce que, au

même pas son existence. De même d'ailleurs que les membres des jeunesses communistes des usines ou des banlieues et des villes ouvrières.

the problème pour la J.C.R. est bien là, Ou elle reste un mouvement en quasi-totalité étudiant et elle ne pourra se développer, ou bien elle tente de dépasser ce milieu en direction de la classe ouvrière, que ce soit la classe ouvrière tout entière ou simplement une petite fraction de celle-ci organisée dans le PCF. Et ce n'est qu'en sortant du cadre du quartier Latin, et pas seulement pour aller manifester un après-midi à la gare de l'Est qu'elle peut agir sur elle.

Pour se faire connaître, elle a à prendre des contacts, à éditer un matériel de propagande, à le faire passer en milieu ouvrier. Si elle se lance dans une telle politique, alors oui, des actions semblables à la dernière manifestation intégrée dans une politique d'ensemble, pourraient servir à convaincre un certain nombre de militants ouvriers communistes qu'une faille existe entre la politique menée pur la direction de leur parti et les intérêts de la révolution et de la classe ouvrière, et qu'une autre politique est possible. Sinon elle risque fort de rester un exemple, un de plus, d'action sans lendemain. Nous serions alors les premiers, dans l'intérêt de toute l'extrême-gauche révolutionnaire, à le déplorer.

D. T.

### La "Jeunesse Communiste Révolutionnaire"...

ENDREDI 20 mai en fin d'après-midi, les alentours de la Sorbonne rappelaient un peu l'aspect qu'ils prirent naguère, certains jours de manifestations interdites après 19 heures, les manifestants se massaient devant la gare, à l'intérieur des grilles. Les banderoles et les drapeaux se déployaient. La manifestation, forte d'environ 300 personnes, s'ébranlait. Pendant

Pendant une heure donc, plusieurs centaines de jeunes révolutionnaires ont manifesté dans les rues de la capitale contre l'impérialisme américain, en faveur de la lutte du peuple vietnamien. Ce delà de certains milieux d'intellectuels P.C.F. qui gravitent autour du quartier Latin, les militants communistes et notumment les militants ouvriers ne connaissent rien d'une manifestation semblable.

#### contre la guerre d'Algérie. La police entourait la vieille Faculté, dont l'accès de la cour était interdit au public. Un contrôle filtrait les entrées aux seuls porteurs de carte d'étudiant. C'est qu'en effet la « Jeunesse communiste révolutionnaire » avait décidé d'une manifestation à propos du Vietnam. Le lieu de rassemblement était justement la cour de la Faculté des Lettres. Des petits grouves sto-

tionnaire » avait décidé d'une manifestation à propos du Vietnam. Le lieu de rassemblement était justement la cour de la Faculté des Lettres. Des petits groupes stationnaient entre le boulevard St. Michel et la place de la Sorbonne, dans la rue de la Sorbonne et devant « Clarté », le local de l'Union des Etudiants communistes. Tous étaient jormés d'étudiants d'extrême-gauche.

La manifestation ne pouvait avoir lieu à l'endroit prévu (offi-

La manifestation ne pouvait avoir lieu à l'endroit prévu (officiellement!). Un nouveau rendezvous fut donné par les organisateurs. Vers 18 h 40 les cafés de la gare de l'Est se remplirent de jeunes tandis que, à nouveau, des petits groupes stationnaient sur les trottoirs ou le terre-plein des autobus, ou encore sur le parvis de la gare.

Malgré un car de police arrivé rapidement sur les lieux, peu près d'une heure, elle allait parcourir les rues avec ses drapeaux
rouges marqués du sigle de la faucille et du marteau, ses drapeaux
Viet-Cong et, en tête, une banderôle qui rappelait, ou, bien plus
sûrement, apprenait aux passants
l'existence de la « Jeunesse Communiste Révolutionnaire » D'ail
leurs, tout au long de la manifestation, des tracts ont été distribués aux gens qui stationnaient
sur le trottoir, reçus sans hostilité,
souvent avec indifférence, quelquefois avec sympathie. Pendant
tout ce temps, les mots d'ordre
inscrits déjà sur des pancartes individuelles, étaient scandés par
les manifestants : « U.S. go home », « Johnson assassin », « Des
armes au Viet-Cong », « U.S.
assassins ».

Peu après 20 heures, devant le square des Arts et Métiers, la manifestation reçu l'ordre de se disperser, après la prise de parole par un responsable J.C.R. Dispersion qui permit aux courageux policiers de descendre alors, trique en main, d'un car qui talonnait la manifestation depuis un moment... et d'embarquer deux manifestants.

### ...manifeste contre la guerre du Vietnam



## La loi d'urgence en Allemagne ...et les syndicats

E 14 mai 1966. Le Congrès des Syndicats Allemands (D.G.B.), réuni à Berlin, s'est prononcé contre la loi d'urgence par 251 voix contre 182. Cette loi prévoit les dispositions à prendre en cas d'état d'urgence, simplement définie comme « une période de tension ». Le ministre de l'Intérieur, M. Luceke, précise qu'il pourrait s'agir d'une situation « où l'on peut s'attendre concrètement au déclenchement d'un conflit armé »... Un des exemples donnés est celui de la crise de Cuba de 1962, et l'on peut aisément se rendre compte que de telles situations ne manquent pas et que par conséquent la bourgeoisie allemande pourrait toujours trouver un prétexte facile pour appliquer ces lois d'urgence qui vont de la « limitation » de la liberté de la presse à la mobilisation économique, c'est-à-dire en clair à la réquisition, pendant qu'un comité de 33 membres choisis (comment ?) au sein des Chambres prendrait en main les affaires courantes.

Une telle loi, si elle peut être appliquée un jour, permettrait à la bourgeoisie d'interdire tout menace ouvrière au nom de la défense nationale et en temps de paix, c'est-à-dire qu'aujourd'hui la bourgeoisie a déjà préparé les armes dont elle pourrait se servir si sa stabilité était menacée.

#### LA DROITE DE LA D.G.B. A LA RESCOUSSE

Bien entendu, seule la classe ouvrière dans l'action pourrait s'opposer à la mise en place d'une telle législation et beaucoup Je milieux de gauche se féliciteront de la résistance des syndicats.

Mais malheureusement il ne semble pas qu'il y ait lieu de se féliciter outre mesure de l'apparition du moins verbale de la D.G.B. à la « loi d'urgence ». D'abord la D.G.B. ne s'est pas prononcée unanime, il s'en faut, contre la loi d'urgence. Sur les 439 délégués, 182 l'acceptaient; entre autres, les syndicats du bâtiment, des mineurs, des cheminots et des postiers.

Georg Leber, secrétaire du syndicat du bâtiment, membre dirigeant du Parti socialiste, déclarait : « vous vous méfiez et vous avez tort, il nous faut faire confiance à l'État », et quelques jours plutôt il s'était expliqué en tant que candidat social-démocrate au pouvoir bourgeois : « Il est dangereux pour un parti qui prétend gouverner le pays et qui détient déjà le pouvoir dans près de la moitié des Laender (gouvernements fédéraux) d'ériger en principe la méfiance à l'égard de l'Etat et du Parlement. »

et du Parlement. »

De plus la minorité ne s'est nullement résignée à admettre la décision du Congrès et Leber est décidé à présenter devant son syndicat un texte de compromis à l'égard de la loi d'urgence semblable à celui qu'il a présenté à Berlin et qui a été repoussé.

UN SYNDICAT « INTEGRE »
Cependant il ne servirait à rien
de voir dans les hommes de
cette « droite », prêts à accepter absolument tout pour
être reconnue par la bourgeoisie
comme des candidats gestionnaires, les seuls responsables de

l'inactivité de la classe ouvrière. La D.G.B. est en effet un syn-

La D.G.B. est en enter un syndicat complètement bureaucratisé, regroupant certes 6 millions de travailleurs, mais possédant une extraordinaire richesse, sa banque est en effet avec 4 milliards de marks la 4e de la République fédérale allemande et à la lutte de classe, il a depuis longtemps substitué la co-gestion, c'est-à-dire la participation à la bonne marche de l'entreprise, négociant son influence sur les travailleurs contre de substantiels avantages matériels. En ce sens il est bel et bien « intégré » à la société capitaliste dont il se considère comme l'un des éléments essentiels.

D'ailleurs les projets des syndicats dits de gauche, ceux qui se sont opposés à la législation d'urgence, sont une extension de la co-gestion, c'est-à-dire une bataille se situant au niveau de la conquête d'avantages pour la bureaucratie syndicale.

D'ailleurs celle-ci justifie ses revendications d'extension de la cogestion en s'appuyant sur de longues citations des encycliques Mater et Magistra et en affirmant co-gestion est la traduction dans deux notions fondamentalement différentes » et « au demeurant la co-gestion « est la traduction dans l'économie d'une exigence chrétienne). (Le « Monde » du 26-27 décembre 1965).

Tel est le programme de la « gauche » du DGB. Quant à son action, durant la grève de la métallurgie de mai 1963, on a pu voir la limite de son radicalisme. Alors que les travailleurs lock-outés défilaient sous les drapeaux rouges, lançant « Faire preuve de modération aujourd'hui, nous fera fermer la gueule demain », le dirigeant de « gauche », Otto Brenner, acceptait l'arbitrage du ministre de l'Economie le Dr Ehrard et les métallos, n'obtenaient qu'une aumône de 5 %. Le président du patronat de la métallurgie de la République fédérale allemande, Herbert von Hüllen, est fort satisfait de l'opération qu'il considère en fin de

compte comme une bonne affaire:
« Notre arme, le lock-out, a fait
à 100 % ses preuves. Nous avons
mis fin à deux tabous. A l'avenir
le salarié saura que s'il vote la
grève, celle-ci deviendra effective
et que nous répondrons à la grève
par le lock-out. »

par le lock-out. »

De plus l'arbitrage gouvernemental s'était imposé comme un
précédent et était considéré comme quasiment obligatoire.

D'ailleurs Brenner, chef de file
de la gauche invoque comme argument pour refuser la lei d'arguere

D'ailleurs Brenner, chef de file de la gauche invoque comme argument pour refuser la loi d'urgence que « la loi fondamentale (la constitution bourgeoise) et les autres lois [y compris les lois antigrèves existant déjà] contiennent déjà un système de garanties suffisantes pour faire face à toute véritable situation d'exception. »

### DES GREVES ILLEGALES

Parmi ces lois existantes, on pourrait citer des textes de la constitution sur laquelle s'appuie la DGB, « gauche » y compris :

La Constitution ne reconnaît que les grèves légales, et selon la Bundesarbeitsgericht (tribunal éédéral d'arbitrage) une grève peut être considérée comme « illégale »;

a) Si elle s'accompagne d'une violation des engagements à ne mener que des actions pacifiques, stipulés dans les conventions collectives;

b) Lorsqu'elle n'est pas « socialement justifiée »;

c) Lorsqu'elle constitue une « action illicite », par exemple lorsque son objet lui confère un caractère politique ou pouvant être considéré comme tel (considéré par qui ? ).

En soi la loi d'urgence n'a donc

pas un caractère nouveau, elle n'est que l'aboutissement ultime de toute une série de mesures prises avec l'accord tacite des syndicats qui ont éliminé d'ailleurs les éléments les plus combatifs de leurs directions en les taxant de « communisme ».

LES LIMITES DE LA RESISTANCE DES BUREAUCRATES

Le refus du congrès de Berlin

d'approuver la loi d'urgence ne marque nullement la volonté de résister à la bourgeoisie sur un terrain de classe, mais simplement traduit les inquiétudes de certains dirigeants qui craignent, s'ils foat trop de concessions ouvertes, de perdre leur audience. Mais le fait qu'ils se réfèrent sans cesse à la Constitution bourgeoise et aux lois existantes qui permettent de maintenir « l'ordre et la sécurité » montre qu'ils n'ont pas la volonté ni le désir de se battre réellement contre cette loi d'urgence, c'est-àdire de se battre sur un terrain de classe, au besoin en ayant recours à la grève.

Les syndicats allemands sont bien adaptés à la société capitaliste et leur seul but est de se servir de leur influence sur la classe ouvrière pour négocier des postes et cette tendance n'est que l'expression d'un processus que l'expression d'un processus que l'expression d'un processus que R. Luxembourg montrait bien dès 1905 dans sa brochure « Grèves de masses, partis et syndicats », lorsqu'elle écrivait : « La spéciali« sation de leur activité profes« sionnelle comme dirigeants de « syndicats tout coamme l'étroi« tesse naturelle d'horizon qui se « lie aux luttes économiques dis« persées, en période calme, « n'amène que trop aisément chez « les fonctionnaires syndicaux au « bureaucratisme et à un certain « rétrécissement des vues. Or ces « deux caractères ont leur express« sion dans toute une série de « tendances qui pourraient deve« nir très fatales pour l'avenir du « mouvement syndical. » (p. 91).

En l'absence d'une organisation révolutionnaire militant en direction de la classe ouvrière y compris dans les syndicats, il est à craindre que la loi d'urgence ne soit adoptée, la « gauche » syndicale préférant la collaboration de classe qu'elle pratique et qui est dans ses principes, à la mobilisation de la classe ouvrière pour la défense de ses droits.

H. GRAFF

## Staliniens et sociaux-démocrates face à l'unification allemande

BRANDT à Chemnitz : il-Iusion ou espoir ? » Ce titre, à la une du grand lemand « Spiegel », résume en quelque sorte la question que se pose, à quelques variantes près, la quasi-totalité de la presse allemande, aussi bien celle de la R. F.A. que celle de la R.D.A.

La question, au moment où elle fut posée, le fut à deux niveaux. Après près de vingt ans de rupture, une rencontre entre les dirigeants du Parti Social-Démocrate (S.P. D.) ouest-allemand et le Parti So-cialiste Unifié (S.E.D.) stalinien est-allemand est-elle possible? Si oui, est-ce l'amorce d'un dialogue pour l'instant officieux entre les deux Allemagnes, d'où pourra sor-tir la perspective de la réunifica-tion de l'Allemagne ?

La première question, apparem-ment, est en voie de trouver une réponse favorable. Le 26 mai, un accord est intervenu entre les diriaccord est intervenu entre les diri-geants des deux partis pour fixer les dates de deux meetings qui se dérouleront avec la participation d'orateurs du S.E.D. et du S.P.D., l'un à Karl-Marx-Stadt, ancienne-ment Chemnitz, en Allemagne de l'Est, le 14 juillet, l'autre à Ha-novre, Allemagne de l'Ouest, le 21 juillet. 21 juillet.

Bien sûr, la rencontre n'a pas encore eu lieu et elle peut être mise en cause de bien des manières encore. Une large fraction du parti Chrétien Démocrate (C.D.U.) gouvernemental est violemment hostile à une telle rencontre et allers des lois eur permettent l'arlègue des lois qui permettent l'arlegue des lois qui permettent l'ar-restation et la mise en accusation de n'importe quel dirigeant de l'Allemagne de l'Est, dès que ceux-ci mettent les pieds en République fédérale. La justice allemande oc-cidentale considère en effet que, comme l'a déclaré le ministre fé-déral de la Justice Welter Illericht. déral de la Justice Walter Ulbricht « le chef du Parti et dirigeant de la zone soviétique a les mêmes res-ponsabilités vis-à-vis des assassi-nats consécutifs au mur de Berlin qu'Hitler vis-à-vis des assassinats du 3e Reich ».

Le gouvernement lui-même, dans un attentisme plutôt hostile, laisse les juristes se débrouiller pour trouver le moyen de ménager la chèvre et le chou, permettant la venue des dirigeants staliniens en partire la chief de la République fédérale, sans pour autant abroger les lois qui, en principe, permettent leur condamnation comme criminels de droit

Toutefois, il est peu probable qu'en l'état actuel des choses et vu l'accueil dont bénéficie toute initiative en faveur de la réunification, le gouvernement puisse in-terdire le dialogue S.E.D. - S.P.D.

Si, à proprement parler, l'initia-tive de cette rencontre vient du S.E.D., c'est l'attitude du S.P.D. qui, a été l'élément nouveau per-mettant qu'elle ait lieu. Car, côté stalinien, l'idée est vieille. « Les Allemends autour d'un même tanis stalinien, l'idée est vieille. « Les Allemands autour d'un même tapis vert, voilà le mot du jour » déclare déjà en 1953 Ulbricht. Et le « Spiegel » relate que du 1er septembre 1951 au 14 décembre 1963, le Comité central du S.E.D. a envoyé 13 lettres au S.P.D. pour proposer une reprise de contact. Jusqu'à cette année, les socialistes ouestallemands se sont gardés de répondre.

Le 8 janvier de cette année, nouvelle lettre d'Ulbricht à Brandt, président du S.P.D., dans laquelle le premier secrétaire stalinien affirme que « seul, le S.E.D. ne sau-ra pas résoudre la question allemande. Mais les deux plus grands partis d'Allemagne pourraient faire ensemble la contribution décisive à la solution de la question allemande... A cet effet, un mecting entre représentants du S.E.D. et du S.P.D. devrait se tenir le plus tôt possible ».

Pour la première fois, le parti social-démocrate répondit à la let-tre. Prudemment, certes, en refusant de prendre position sur les problèmes sur lesquels seul le gouvernement peut prendre position, il a accepté l'idée de deux rencontres, dans les deux Allemagnes respectivement.

Depuis, le S.E.D. jubile. « Neues Deutschland » l'organe officiel du parti stalinien consacre chaque jour une série d'articles au « dia-logue entre les deux partis ou-

Quels ont pu être les facteurs qui ont permis la reprise de ce dialogue, et quelles perspectives ouvre-t-il?

Alors que pour les Américains et, par suite, pour les Allemands de l'Ouest la solution du problème allemand devait découler d'un traité de paix définitif, mis au point par les quatre grandes puissances victorieuses en 1945, qui aurait mis l'U.P.S.S. en minorité, une des constantes de la politique sovié-tique fut résumée par un titre de « Neues Deutschland » : « Les Allemands doivent résoudre euxmêmes le problème allemand ».

Pour les premiers, l'Allemagne c'est la République fédérale établie grâce à l'accord de trois des quatre puissances occupantes et quatre puissances occupantes et les négociations ne peuvent por-ter en dernier ressort que sur les modalités suivant lesquelles la partie considérée comme « zone soviétique » pourrait s'y joindre. Les Russes, quant à eux, craignent — à juste titre — qu'une unification sur de telles bases crée une Allemagne puissante, fer de lance de l'impérialisme américain, contre les flancs du bloc soviétique et préfèrent la discussion entre les deux Allemagnes sur un pied d'égalité en berçant, avec plus ou moins d'illusion, l'espoir que l'Allemagne occidentale s'en trouverait ainsi neutralisée.

Rien de nouveau donc dans l'attitude du S.E.D.

Le S.P.D., en engageant le dia-logue directement avec le S.E.D., sans passer par les puissances tu-télaires, semble avoir par contre modifié ses positions. Notons tout d'abord — le fait est de taille que de toute façon le S.P.D. n'est pas le gouvernement de la Républipas le gouvernement de la République fédérale et il engage le dialogue avec le S.E.D. et non avec le gouvernement de l'Allemagne de l'Est qu'il ne reconnaît pas. C'est cette position du parti dans l'opposition qui donne au S.P.D. une certaine liberté de manœuvre, mais qui réduit en même temps considérablement la portée politique de l'initiative qu'il peut prendre.

L'initiative elle-même, avec ses limites étroites, se place dans le contexte international actuel; la guerre froide, tout au moins sa forme des années 50, n'est pas de mise momentanément. Une importante fraction de l'opinion en Al-lemagne de l'Ouest ne croit plus à une réunification « à l'américai-ne » sur les positions exclusives des Occidentaux. Malgré ses slo-gans et ses promesses, le gouverne-ment de Bonn n'a pas réussi, plus de dix ans durant, à faire un pas vers l'unification.

Est-ce que la bourgeoisie allemande essaie de sonder ce qui peut être obtenu par la négociation ? Sans doute. En tout cas l'initiative du S.P.D. lui permet de tenter officieusement ce qui ne pourrait l'être officiellement, quitte à désavouer les socialistes le cas échéant. Du point de vue du S.P.D., cette initiative a sans doute une valeur électorale non négligeable, d'ailleurs il n'hésite pas opposer sa tentative — tout en la présentant comme risquée — à l'immobilisme du C.D.U..

Le C.D.U. lui-même est bien sûr en mauvaise posture dans l'his-toire, car en tant que parti gou-vernemental, il ne peut prendre les mêmes risques que son rival.

En réalité, si les rencontres de juillet sont parfaitement com-préhensibles du point de vue du S.E.D., et si l'attitude du S.P.D. peut s'expliquer aussi par des raisons électorales dans un contexte international (coexistance pacifi-que) donné, il y a un monde entre la portée limitée de ce qui se pas-sera à Karl-Marx-Stadt et ce que certains voudraient y voir, quant à la possibilité de la réunification de l'Allemagne. Beaucoup de bruit pour rien — on ne peut guère caractériser autrement les rencon-tres S.P.D. - S.E.D. (C'est un autre aspect, bien caractéristique du aspect, bien caractéristique du problème, la raison pour laquelle un tel « rien » soulève un tel

Car, quoique la « Neues Deutschland » proclame que « la clé de la réunification ne se trouve pas à Moscou » et « l'on ne peut l'attendre non plus de l'Occident» la division de l'Allemagne est bien le résultat de la division du mon-de en deux blocs hostiles de en deux blocs hostiles.

C'est justement parce que les Américains ne croient pas que la coexistence pacifique durera éternellement qu'ils ne feront pas de concessions sur l'Allemagne. Pour eux, l'Allemagne occidentale doit rester le fer de lance de l'impé-

La question toutefois peut se poser : dans quelle mesure les U.S.A. peuvent-ils compter en Allemagne de l'Est sur une évolution semblable à celle qui se dessine en Roumanie et en faveur de laquelle, pour détacher l'Allemagne de l'Est sur les seviétique les U.S.A. se du blee soviétique les U.S.A. se du bloc soviétique, les U.S.A. seraient quand même susceptibles de faire des semblants de concessions, ou tout au moins de donner carte blanche à la République fédérale?

Certes les germes d'une telle évolution existent fondamentalement autant en R.D.A., qu'en Roumanie ou dans les autres démocraties populaires. Car, ce germe, c'est la nature bourgeoise de tous les Etats de démocratie populaire, de l'Allemagne de l'Est y compi La dépendance de la R.D.A. comprise. l'U.R.S.S. est aussi « contre na-ture » que celle de n'importe quel autre pays de l'Est. Le sui-cide récent d'Erich Apel, vice-président et président de la conprésident et président de la com-mission du plan d'Etat de la R.D.A. en protestation contre les exigences soviétiques en matière économique constitue un signe parmi tant d'autres de l'opposi-tion latente entre l'U.R.S.S. et son satellite allemand.

Mais deux choses essentielles distinguent l'Allemagne orientale des autres pays de l'Est. La première est l'attitude de l'U.R.S.S. Si celle-ci peut tolérer — d'autant plus qu'elle n'a pas le choix — la dissidence reumaine elle ne pius qu'elle n'a pas le choix—
la dissidence roumaine, elle ne
le peut absolument pas pour celle, éventuelle, de la R.D.A. car le
danger que peut représenter pour
la sécurité de l'U.R.S.S. une Roumanie « naviguant entre deux
blocs » est sans commune mesure avec le danger d'une R.D.A. dissi-dente qui, elle, ne peut à terme

que rejoindre et renforcer la puis-sance de l'Allemagne occidentale. La fidélité à toute épreuve de l'équipe dirigeante de la R.D.A. par rapport aux autres démocraties populaires qui prennent de plus en plus de liberté s'explique en partie par la pression blen plus forte de l'Etat soviétique sur l'appareil étatique de l'Alle-magne de l'Est, en partie car, et c'est la deuxième raison de cette fidélité, alors que la bourgeoisie roumaine par exemple peut à terme se retrouver dans l'équipe dirigeante de Ceacescu, en présence d'un Etat ouest allemand l'équipe d'Ulbricht ne peut prétendre, quoi qu'elle dise, à la représentation des intérêts géné-

présentation des intérêts généraux de la bourgeoisie allemande. Autrement dit, si la Roumanie peut s'opposer. à l'U.R.S.S. c'est que le gouvernement a trouvé dans le cadre national et bourgeois une base sociale propre qui le rend indépendant de la « protection » soviétique. Tel n'est pas le cas du gouvernement de la R.D.A., qui n'a le choix qu'entre la fidélité à l'U.R.S.S., à qui il doit son existence, et la démission face à l'Etat de l'Allemagne fédérale, défenseur et dépositaire des intérêts de la bourgeoisie allemande.

Il est donc peu probable que, par une évolution pacifique, la R.D.A. « se décroche » et que l'unification se fasse sur une ba-se convenant à Bonn.

Pourtant l'unification allemande reste un problème crucial et pas seulement pour la bourgeoisie al-lemande et essentiellement pas

Si la division de l'Allemagne est à l'image de la division du mon-de en deux blocs, elle met aussi de en deux blocs, elle met aussi et surtout en évidence, sous sa forme la plus monstrueuse, la sé-paration de la classe ouvrière mondiale. La classe ouvrière alle-mande ressent le plus directe-ment, le plus cruellement, cette barrière que la bourgeoisie et la bureaucratie ont établie entre le prolétariat occidental et le prolé-tariat du bloc soviétique. Une des tariat du bloc soviétique. Une des tâches fondamentales du parti révolutionnaire allemand et de l'In-ternationale révolutionnaire — les deux, restent à construire — est de combler ce fossé et par delà les frontières, les barbelés et les différents murs de la honte, ré-tablir l'unité de la classe ouvrière allemande, l'unité de la classe ouvrière mondiale.

Ce sera le premier pas réel vers l'unification des deux Alle-magnes, dans le cadre d'une fédé, ration de l'Europe socialiste.

Georges KALDY

## Quand Mitterrand éconduit le P.C.F.

UL représentant de la bourgeoisie ne pourra accuser M. Mitterrand de se jeter sans réfléchir dans les bras du P.C.F. Le président de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste a fait attendre plus de deux mois et demi sa réponse à Waldeck-Rochet qui lui avait proposé de jeter les qui lui avait proposé de jeter les bases d'une alliance électorale dans une lettre du 7 mars der-

Son peu d'empressement, que son peu a empressement, que souligne, sans doute volontairement, ce long délai, est encore renjorcé par le contenu de sa lettre du 26 mai, qui élude les questions posées par le secrétaire général du P.C.F. et envoie leur solution à une date indéterminée. solution à une date indéterminée,

Au P.C.F., qui lui propose in-lassablement l'établissement d'un programme commun et d'une tac tique commune aux prochaines élections législatives, Mitterrand, au nom de la Fédération, réplique en substance qu'il est trop tôt pour envisager et l'un et l'autôt pour envisager et l'un et l'au-tre. Il sous-entend aussi, que le P.C.F. n'est nullement l'allié pri-vilégié de la Fédération. On peut même en déduire, en lisant entre les lignes, qu'il serait un allié un peu encombrant que l'on ne désire pas tellement avoir. Si la Fédé-ration « s'appliquera toujours à resserrer l'union sans exclusive et sans interdit préalable des forces resserrer l'union sans exclusive et sans interdit préalable des forces de progrès autour des idéaux dé-mocratiques qui l'inspirent », ça n'est pas exactement « l'union de la gauche », telle que l'entend le P.C.F.

Bien plus, Mitterrand met tout spécialement l'accent sur la né-cessité pour la Fédération de tracer un « programme de gouver-nement » et sa volonté d'aboutir à « l'avènement d'une majorité nouvelle ».

De telle sorte que par l'intermédiaire de M. Waldeck-Rochet, c'est à la bourgeoisie française que Mitterrand vient de s'adresser, en rappelant que sa première préoccupation est bien plus que les alliances électorales momentanées, la sauvegarde de la principale des conquêtes » du gaullisme : la « conquêtes » du gaullisme stabilité gouvernementale.

LA PREOCCUPATION
ESSENTIELLE
DE LA BOURGEOISIE:
UN PARLEMENT
« GOUVERNABLE »
Que peut craindre en effet la
bourgeoisie française des prochaines élections législatives ? Pas
d'en voir ressortir une majorité
U.N.R.. bien sur. Pas davantage U.N.R. une majorité centre-gauche autour de Lecanuet et Mitterrand. Ces deux solutions reviendraient sendeux solutions reviendraient sensiblement au même pour elle. La
seule différence politique marquante de la seconde avec la première, concernerait la politique
étrangère. Mais, semble-t-il, une
partie de la bourgeoisie ne suit
de Gaulle qu'avec réticence sur le
terrain de l'anti-américanisme.
Elle serait toute prête à voir corriger par une majorité parlementair
re pro-U.S.A. les tentatives d'indépendance qu'elle considérerait
comme « risquées » du président
de la République. Et il n'est nulle
ment impossible que malgré leurs
déclarations répétées contre le déclarations répétées contre le pouvoir personnel, un Lecanuet, un Mitterrand ou un Guy Mollet ne deviennent ministres du général de Gaulle.

ral de Gaulle.

La seule chose que peut réellement craindre la bourgeoisie jrançaise au sujet de ces prochaines élections, c'est qu'aucune majorité stable ne sorte des urnes. Et il suffirait, pour que ni l'U.N.R. et ses amis qui appuient l'actuelle politique étrangère fran-

çaise, ni le Centre démocrate et la Fédération de la gauche qui la combattent, n'aient l'un ou l'autre la majorité à la Chambre, que le parti communiste, qui en est pra-tiquement éliminé depuis 1958, y

revienne en force.
Car alors se recréerait fatalement une situation semblable à celle de la IVe République, avec un parti communiste qui, sans pouvoir participer à un quelcon que gouvernement du fait de sa que gouvernement du fait de sa liaison avec Moscou, inaccepta-ble sur le plan extérieur pour l'impérialisme français, serait tout de même capable, par sa seule présence, de rendre difficile la formation d'une majorité. Celle-ci risquerait de se faire et de se re-faire, au gré des problèmes du moment et des alliances éphémères

moment et des alliances ephemeres des trois, quatre ou cinq groupes politiques, en dehors du P.C.F., représentés à la Chambre. De Gaulle a résolu le problème en boutant, par une loi électorale inique, le P.C.F. hors du Parlement ou presque. Maintenant quoi qu'elle puisse penser de la politique extérieure du général, la bourgeoisie française n'entend nas bourgeoisie française n'entend pas que l'on reviennne là-dessus. Tous les candidats au pouvoir, gaullistes ou pas du tout gaullistes, ont d'abord à s'expliquer devant elle sur la façon dont ils entendent maintenir la stabilité et à faire la preuve de leurs aptitudes en la matière

Mitterrand l'a bien compris, qui s'y essaie bravement depuis un

certain temps.
ALLIANCE DE LA FEDERATION
AVEC LE P.C.F.:
PEUT-TRE `AU DERNIER
MOMENT

ET SANS PERSPECTIVES Certes au moment des élections présidentielles, Mitterrand à accep-té sans difficulté les suffrages que lui a apportés le P.C.F. Pour cela, il a même fait quel ques minauderies à Waldeck-Rochet et consorts. Tout compte fait, fort peu d'ailleurs, car le P.C.F., fille facile, défaille et se donne à la première œillade d'un quelconque parti bourgeois. Mais cela avait, aux yeux de la bourgeoisie, relativement peu d'importance. Le président de la République une fois élu est absolument libre pendant sept ans non seulement vis-àvis de ses électeurs mais même vis-àvis des partis que ont pu contribuer à son élection. ont pu contribuer à son élection. Et de plus, avec ou sans le P.C.F. Mitterrand n'avait aucune chance de conquérir la majorité. L'aurait il eue qu'il ne se serait sûrement pas présenté dans ces conditions. des élections législa tives, le problème d'une alliance avec le P.C.F. se pose différem ment, puisqu'elle ne peut qu'aboutir à partager, même si ce n'est pas très loyalement, les sièges conquis au Parlement. Par là, un moyen de pression sinon de con trôle, reste aux mains de l'ex-allié pendant toute la législature. S pendant toute la legislature. Si donc obtenir l'appui du P.C.F. du-rant la campagne électorale a pu passer (en décembre dernier) pour une preuve de virtuosité politique aux yeux de la bourgeoi-sie, une alliunce avec le P.C.F. actuellement, en vue des légis-latives, serait plutôt considérée par elle comme une faute grossière.

Aujourd'hui, pour leur future carrière politique, Mitterrand et son « contre-gouvernement » doivent faire la preuve que les intérêts généraux de la bourgeoisie leur tiennent plus à cœur que leurs propres intérêts du moment. Pour cela, il est quelquefois néces saire de préférer le risque d'un échec électoral à une victoire plus certaine si de celle-ci à la longue peuvent résulter des problèmes que la bourgeoisie veut éviter. Ainsi aujourd'hui de ramener le P.C.F. en force à la Chambre et de reformer un Parlement du ty pe de la IVe République. Si donc la Fédération de la gau che démocrate et socialiste se dé

Si donc la Fédération de la gauche démocrate et socialiste se décide à une alliance électorale avec le P.C.F., ce ne sera sans doute qu'au tout dernier moment, s'il s'avère que pour une raison ou pour une autre, une alliance avec le Centre démocratique de Lecanuet n'est pas possible, De cette manière, en allant une nouvelle jois au combat sans programme et sans aucune préparation, la « gauche » n'aura de toute manière guère de chance d'inquiéter la majorité U.N.R. et ses alliés. Et l'alliance de la « gauche » n'existera que pour sauver les meubles c'est-à-dire quelques places au Pa c'est-à-dire quelques places au Pa lais-Bourbon pour les députés ra-dicaux, socialistes ou « gauche-fédérés » qui doivent bien consti-tuer la nécessaire opposition de

Sa Majesté.
Quant au P.C.F., il peut bien
pleurer et geindre à longueur de
colonnes de « L'Humanité » et tentetr, s'il est possible, de se faire plus plat que de coutume. Qu'il soit capable de servir de pail-lasson et d'escabeau aux partis bourgeois, la bourgeoisie en tis bourgeois, la bourgeoisie en est depuis longtemps convaincue. Ce n'est pas une nouvelle preuve de cela qui changera son attitude à son égard. Car ce qui empêche la bourgeoisie française de considérer le P.C.F. comme un parti « comme les autres », ce sont ses liens avec la bureaucratie russe. Et tant que ceux-ci ne seront pas rompus, le P.C.F., mal gré lui, n'inspirera pas suffisamment confiance à la bourgeoisie au moins sur le plan de la politique extérieure.

Jacques MORAND

## COMMEMORATION

### Éditorial

### des Bulletins d'entreprises

ES jours derniers la presse, la radio, la télévision nous ont abreuvés de sang, du sang des combattants de Verdun pour le cinquantième anniversaire de ce qui fut la plus grande boucherie au sein de la grande boucherie qu'était déjà la guerre de 14-18. Guerre que se sont livrées les grandes puissances impérialistes pour repartager, par la force, les territoires coloniaux et les marchés extérieurs nécessai-res à leurs économies rapaces.

On nous a abreuvés de sang, de patrie, de cocardes et de clairons pour nous faire oublier que Verdun ce n'était pas NOTRE affaire. A Verdun, les dirigeants du monde capitaliste ont réussi à dresser les uns contre les autres nour un les uns contre les autres, pour un massacre mutuel, plusieurs mil-lions de prolétaires allemands et français au plus grand profit des capitalistes du monde entier. Bien sûr, il y eut quelques

phrases des discours officiels pour dire que la guerre est stupide et parler de la réconciliation francoparler de la réconciliation franco-allemande. Oui, la guerre est « stupide », mais pas pour tout le monde. Oui, il y a une récon-ciliation entre les dirigeants impé-rialistes de la France et d'une partie de l'Allemagne, mais c'est pour mieux nous emmener à la guerre contre l'autre moitié de l'Allemagne et, par la même oc-casion, toute l'Europe de l'Est. Et nuis si Verdun fut « stupi-

Et puis, si Verdun fut « stupi-de », pourquoi ne pas, réserver, nos commémorations à ceux qui tentèrent de mettre fin au carnage impérialiste.

Le mois de mai n'est pas que l'anniversaire de Verdun. Il y a 49 ans exactement : « la moitié de l'armée française, de l'armée de la Marne, de Verdun, de la Somme, se trouve en rébellion ouverte » (1), « il n'existait plus que deux divisions sûres entre Soissons et Paris » (2), « les éléments de 54 divisions se révoltèrent, désertèrent, refusèrent tout service, arborèrent des drapeaux rouges, réclamèrent la paix, menacèrent de marcher sur la capitale » (2).

Cela se passait en mai 1917. Et, l'année prochaine, nous, les tra-vailleurs, c'est un cinquantenaire que nous devrions honorer.

Si notre cœur frémit à l'évoca-tion du million d'hommes, fran-çais et allemands, qui périrent à Verdun, ce n'est pas la résignation des combattants qui subirent que nous honorons, ceux que nous ho-parents ceux dest l'estratele rectnorons, ceux dont l'exemple reste dans notre mémoire ce sont les mutins de mai 1917, ce sont les fusillés de la répression dirigée par Pétain.

Pétain.

Ces mutineries ne furent pas un fait isolé. A l'autre bout de l'Europe, les soldats russes venaient, eux aussi, de mettre crosse en l'air, de fraterniser avec les prolétaires allemands d'en face, d'arborer le drapeau rouge et de commencer la révolution qui allait donner naissance au premier Etat ouvrier du monde.

En Allemagne, il existait déja les signes avant-coureurs de la ré-

volution qui allait, en 1918, con-traindre l'impérialisme allemand à

signer la paix de toute urgence. Les émeutes dans l'armée fran-Les émeutes dans l'armée fran-caise furent entourées d'un secret absolu. Des historiens rapportent qu'il ne fallait pas que les alle-mands puissent en profiter, mais ils écrivent froidement que si l'arrière, en France, n'en sut rien, que si l'Allié britannique n'en sut rien non plus, l'Etat-Major alle-mand, lui, était au courant. Et pourtant il n'en profita pas. La révolution est pour les impéria-listes quelque chose d'infiniment dangereux... et contagieux. On l'isole et on s'en écarte.

Ces émeutes n'eurent pas en France le même résultat qu'en Russie. En Allemagne non plus. Et, en Russie, la révolution isolée dans un pays arriéré, si elle put entreprendre des réalisations extraordinaires, dégénera monstrueurement par la suite sous la forme sement par la suite sous la forme barbare et sanglante du stalinisme.

Et si la révolution russe resta isolée ce n'est pas parce que les soldats prolétaires français et allemands ne surent pas abandonner les drapeaux du chauvinisme, que la bourgeoisie leur avait mis entre les mains, pour saisir les drapeaux rouges, mais parce que les
dirigeants du Parti qui s'était
donné jusque là dans les deux
pays, comme « le parti de la classe
ouvrière », étaient passés entièrement du côté des marchands de
canons de leurs pays respectifs.
En Russie, il s'était trouvé, au
sein du parti correspondant, un
nombre suffisant d'hommes qui
n'avaient pas abandonné l'internationalisme et qui surent montrer
la voie de la révolution à ceux qui
n'étaient encore que des mutins.
C'est le capitalisme qui est la

C'est le capitalisme qui est la cause des guerres, c'est le capita-lisme qu'il faut abattre. Et la séule réconciliation franco-allemande ou universelle, possible, ce sont les prolétaires insurgés qui pourront la faire réellement et définitive-

Et pour nous, ce qui porta, à l'époque, les espoirs de paix de l'humanité, ce qui montra le chemin, ce ne fut pas Verdun, mais la révolte des poilus de mai 1917.

(1) RATINAUD - 1917 - Ou la révolte des Poilus.

(2) Williams. Mutinerie 1917.

## Défense des révolutionnaires

## polonais emprisonnés

I 'HEDOMADAIRE trotskyste anglais « News Letter » a publié récemment une lettre ouverte adressée à Gomulka par l'historien Isaac Deutscher. Deutscher y prend la défense de Ludwik Haas, Romuald Smitech et Kazimirz Badowski, arrêtés et jugés au début de l'année par la justice stalinienne polonaise pour détention et propagation d'écrits dits « subversifs ». Le crime de ces trois camarades, tous membres du parti communistous membres du parti communis-te et dont l'un, Haas, est trotskys-

te depuis trente ans, a été de remettre en cause le régime soit-disant « socialiste » de la Polo-

Nous sommes pleinement soli daires de la lutte de ces camarades, et c'est justement pourquoi, tout en nous associant au geste de protestation de Deutscher, nous ne pouvons approuver l'argumentation qu'il développe pour demander leur libération.

En effet, Deutscher écrit entre autres dans sa lettre :

« Pensez-vous réellement, Gomul-ka, que vous avez dans votre « appareil » et dans votre admi-nistration beaucoup d'hommes d'un tel idéalisme et d'un tel désintéressement ? Regardez au-tour de vous, regardez la foule des opportunistes sans principe ni honneur qui rampent devant vous comme ils rampaient de-vant Bierut et comme, pour cer-tains même, devant Rydz, Smi-gly et Pilsudsky. Sur combien de ces bureaucrates votre gouverne-ment et le socialisme pourront-ils

compter autant, à un moment de danger, que sur ces gens que vous avez mis en prison ? »

Ceci tendrait à faire croire que l'arrestation de ces camarades serait une erreur de la part de Go-mulka et que ce faisant, il met-trait en prison ceux qui auraient pu être ses soutiens les plus fer-mes et les plus désintéressés.

En fait, ce qui sépare ces cama-rades de Gomulka, ce n'est pas un simple malentendu, mais une op-position de classe. Il n'y a et il ne peut rien y avoir de commun entre des révolutionnaires et des gens de l'espèce de Gomulka.

En les faisant mettre en prison, Gomulka sait parfaitement ce

qu'il fait. La clique dirigeante, « l'appareil », ne choisit pas ses membres en fonction de leur « désintéressement », mais en fonction de leur loyalisme au régi-me anti-prolétarien existant. Ce ne cont na des places dans « l'impasont pas des places dans « l'appa-reil », mais dans ses geòles que le régime réserve aux révolution-naires intègres. Mais tous les em-prisonnements prisonnements, les condamna-tions, ne pourront empêcher une nouvelle génération de reprendre a son compte le programme du marxisme révolutionnaire. Et les dirigeants du P.C. polonais savent parfaitement que c'est là que réside le plus grand « danger » qui menace leur régime.

L. G.

## La réunion du Cercle Léon Trotsky

LUS de 400 personnes assistaient à la Mutualité lundi soir 23 mai, à la réunion organisée par le Cercle Léon Trotsky de Paris sur le thème : « La Chine est-elle un Etat socialiste ? ».

La camarade qui présentait les positions de « Voix Ouvrière » s'attacha tout d'abord à montrer le caractère original du parti communiste chinois qui, alors qu'il ne subsistait plus, après la répression de 1927, que dans les campagnes, se lia étroitement avec les masses paysannes et commenles masses paysannes et commen-ça dès cette époque à mener une existence et une politique indépen-dantes, et du prolétariat, et de Moscou.

Elle montra ensuite comment la fin de la seconde guerre mondiale créa une situation nouvelle en Chine, l'impérialisme américain étant incapable de se substituer à l'impérialisme japonais vaincu dans le Pacifique, mais occupant encore en août 1945 la plus grande partie du territoire chinois.

C'est dans ce contexte particulier

que la guerre civile, qui n'avait jamais cessé depuis 1927, même pendant la guerre contre le Japon, alors que le P.C.C. s'était subordonné au gouvernement de Tchang Kaï-chek dans un Front Uni National, reprit de plus belle et, rapidement, malgré l'appui donné à Tchang par les Américains comme par les Russes, elle tourna à l'avantage des armées « communistes ».

Mais, si le P.C.C. se proclamait « communiste », son programme : réforme agraire, confiscation du capital « bureaucratique », défen-se de l'industrie et du commerce se de l'industrie et du commerce chinois, ne contenait que des réformes démocratiques bourgeoises, et ce n'est pas un Etat de dictature du prolétariat qu'il voulait instaurer, mais une « démocratie nouvelle », sous le signe du « bloc des quatre classes » englobant la bourgeoisie nationale.

Si les armées de Mao Tsé-toung furent portées par la vague de fond de la révolution paysanne, la classe ouvrière des villes ne joua au contraire aucun rôle dans la lutte, et lorsque les espoirs soulevés par la victoire des « commu-nistes » l'amenèrent à revendi-quer, elle trouva contre elle le nouveau pouvoir qui entendait dé-fendre les intérêts et les biens de la bourgeoisie nationale.

Le caractère bourgeois de la révolution se trouvait marqué aussi dans les institutions. La constitution ne reconnaissait pas le droit de grève, mais elle proclamait par contre le droit à la propriété. Pas trace de révolution prolétarienne dons la caractituties. prolétarienne dans la constitution du nouvel Etat dont la nature bourgeoise ne peut faire de doute.

La tentative d'industrialisation allait amener, en 1953, le gouvernement chinois à nationaliser pratiquement foutes les grandes entreprises et à essayer de planifier l'économie, mais, de toute manière, la voie d'un développement comparable à celui que connurent les grandes puissances impérialistes est à jamais fermé pour la Chine, qui ne pourra pas même rejoindre l'U.R.S.S. tentative d'industrialisation

La camarade devait conclure La camarade devait conclure son exposé en montrant que pour un marxiste, la nature de classe de l'Etat chinois ne peut se déterminer qu'en étudiant quels sont les rapports entre cet Etat et le prolétariat, et pas seulement avec « son » prolétariat, mais avec le prolétariat international, quelle place il occupe dans le développe. place il occupe dans le développe-ment historique de l'humanité vers le socialisme.

La discussion qui suivit permit à des camarades appartenant à d'autres groupes d'exprimer, avec des nuances différentes certes, des positions se rattachant tous pour l'essentiel à l'analyse pabliste » de la révolution chi-

Pour ces camarades les rapports e production en Chine, les nationalisations, la planification, le fait que le P.C.C. soit un parti « communiste », ne permettent pas de parler d'Etat bourgeois en Chine. Et ils appuient leurs analyses sur le fait que Trotsky, dans « la

révolution permanente », démontrait que dans les pays sous-développés, la bourgeoisie est in-capable d'accomplir les tâches de la révolution démocratique bour-geoise, et que seul le prolétariat pourra le faire, mais qu'en même temps se posera le problème de la révolution prolétarieme révolution prolétarienne.

Ne considérant pas la « révolution permanente » comme un guide pour l'action révolutionnaire, mais comme un dogme : « impossibilité de la révolution bourgeoise dans les pays sous-dévelopés » (la révolution chinoise est d'ailleurs loin d'avoir pu accomplir toutes les tâches de la révolution démocratique bourgeoise), ils en sont venus à faire de l'Etat chinois un Etat ouvrier « déformé, dégénéré ou tout ce que yous mé, dégénéré ou tout ce que vous voudrez » pour reprendre les ter-mes de l'un d'eux, à faire de la paysannerie le moteur de la révo-lution prolétarienne!

La faiblesse de la bourgeoisie, qu'elle soit incapable de survivre sans la béquille étati-que des nationalisations les empêchent de parler d'Etat bour-geois, l'inexistence de toute inter-vention prolétarienne, même pas-sée, la politique anti-ouvrière du P.C.C. ne les empêchent pas de parler d'Etat ouvrier.

Le problème est alors de savoir où s'arrêter, parce que de nom-breux traits de la révolution chinoise se retrouvent dans beaucoup de pays « sous-développés ».

On vit par exemple un camara-de de « Révolte » découvrir « trois hérésies » dans l'exposé à propos de la révolution permanente, mais on se demande bien alors sur le bûcher de quelle inquisition il in-cinérera les analyses de son pro-pre groupe sur la révolution cubai-ne!

Il n'était pas question, bien sûr, d'épuiser le sujet en une soirée. Rappelons d'ailleurs que la pro-chaine réunion du Cercle Léon-Trotsky aura lieu le 20 juin sur le sujet : « Le programme révolu-tionnaire dans les pays sous-déve-lonnés » loppés ».

C. J.

### AU VIETNAM: la retraite ou le génocide?

### • Suite de la page 1

mouvement des bonzes représente une carte nationale plus à droite certes que le Viet-Cong lui-même, mais de même nature sociale.

Du Viet-Cong aux bouddhistes se situe une partie de l'éventail politique qui va de l'aile la plus radicale de la petite bourgeoisie aux représentants neutralistes de la bourgeoisie nationale. C'est cette opposition qui, aujourd'hui, dans les villes comme dans les campagnes, vomit Ky, sa dictature et son sou-tien à l'impérialisme U.S. Et

c'est la politique de l'impérialisme américain qui paradoxalement renforce et radicalise cette opposition.

Aujourd'hui l'impérialisme américain fait la guerre à tout un peuple. L'ennemi qu'il comce n'est pas seulement le Viet-Cong à la campagne, c'est aussi la population des villes et bombes, ratissages, napalm étendus à tout le Viet-nam du Nord au Sud ne feraient que marquer plus profondément au fer rouge le caractère assassin et barbare de l'impérialisme pourrissant.

M. TOURNY.

### A PARIS

La prochaine réunion du

## Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 20 JUIN. à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1er étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

#### LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation.

### A MONTOIR DE BRETAGNE

## Les bureaucrates syndicaux bradent 15 jours de grève

ANS notre dernier numéro, sous le titre « A Montoir de Bretagne, les travailleurs occupent l'usine », nous parlions de la grève entamée par les travailleurs de la S.M.P.A., filiale des Chantiers de l'Atlantique. Après avoir occupé l'usine pendant 16 jours, les travailleurs ont voté la reprise du travail le samedi 28 mai, sur la proposition des syndicats.

Rappelons brièvement les circonstances dans lesquelles s'est déclenchée cette lutte. Alors que par suite des brimades continuelles, la situation est tendue dans l'usine, le jeudi 12 mai la direction annonce une augmentation de 1 %, tandis qu'elle accorde 1,5 % aux travailleurs des Chantiers. La réaction des travailleurs est immédiate : le débrayage lancée par les syndicats se transforme en grève liimitée avec occupation de l'usine. Cependant tout de suite, les syndicats, sections de l'usine et Unions locales prennent l'affaire en mains. Le comité de grève n'est pas élu par les ouvriers, mais constitué par les délégués ; c'est ce comité de grève, et les permanents locaux qui mèneront les pourparlers avec la direction et les différents médiateurs. Les revendications mises en avant sont en fait minimes :

- 0,30 de l'heure,

— parité avec les chantiers en ce qui concerne les avantages sociaux et les augmentations futures,

 discussions suivies d'un protocole d'accord sur toutes les guestions en suspens.

En effet pour ce qui est de l'augmentation des salaires, l'obtention des 30 centimes réclamés représente environ 50 F par mois. C'est-à-dire qu'il faudra trois mois et demi à un P I gagnant 3,50 F de l'heure pour combler la perte due à une semaine de grève. De cela les syndicats n'ont bien sûr pas parlé; mais surtout, il est remarquable qu'ils n'aient pas revendiqué en premier lieu le paiement des heures de grève! Il n'est pas question non plus des heures supplémentaires que la direction fait effectuer après chaque mouvement pour rattraper le temps perdu...

Malgré cela la direction n'était pas décidée à céder : si cette augmentation ne représentait pour elle que 2.000 F de dépenses supplémentaires (charges comprises) par jour, elle craignait de voir cette revendication s'étendre a u x chantiers en cas de succès, et même peut-être d'être grossie.

La politique menée par les syndicat ne pouvait d'ailleurs que confirmer la direction dans cette attitude : dès le début en effet, les dirigeants syndicaux n'eurent qu'un souci, maintenir la lutte dans les limites étroites de la S.M.P.A. (environ 500 employés), empêcher qu'elle ne s'étende aux autres secteurs de la métallurgie nazairienne employant près de 10.000 personnes. Lors du débrayage des Chantiers le jeudi 26, l'orateur de la C.G.T. présente les re-

vendications de la S.M.P.A. comme celles de tous les métallors de la région et en conclut... qu'il faut verser aux collectes.

Ce fait peut paraître anecdotique, mais il n'en est rien . la politique des dirigeants des syndicats a constamment été de présenter la grève de la S.M.P.A. comme un mouvement à soutenir, mais jamais comme l'exemple à suivre pour que le patronat cède devant l'union de tous les travailleurs dans la lutte. S'ils ont demande aux ouvriers des Chantiers d'aller rendre visite à leurs ca-marades, le « comité de grève » n'a jamais envoyé de délégation aux portes des chantiers pour expliquer les raisons de la lutte et appeler à la rejoin-dre pour l'obtention des revendications communes. Les métallurgistes de Nantes qui ont les mêmes problèmes que leurs camarades nazairiens, n'ont été contactés à aucun moment. La seule forme de soutien effectivement lancée par les syndi-cats fut le soutien financier, encore aurait-il pu être plus im-portant s'il avait été mieux or-

Du début à la fin du mouvement ce fut donc une vraie tra hison des syndicats, chose cer tes habituelle, mais qui là eut peut-être un motif de plus : la crainte que, par suite de cette grève, la direction des Chantiers rompte les pourparlers en vue de la pré-retraite. En faisant intervenir ce facteur, on comprend un peu mieux que les syndicats aient préféré faire appel à des médiateurs (tel le préfet de la Loire Atlantique) plutôt qu'aux ouvriers de la région. A plusieurs reprises aussi les journaux régionaux ont prétendu, sans démenti des syndicats, que les problèmes étaient réglés à des points de détail près, ce qui n'a pas contribué à éloigner les ouvriers des Chantiers de la lutte.

Ainsi donc, de pourparlers en entrevues, les syndicats sont arrivés à obtenir ce qui a permis de faire voter la reprise, non sans mal d'ailleurs, à des ouvriers qu'ils ont tout fait pour isoler et qui le sentaient. En quoi consiste ce qui a déterminé la majorité à vouloir reprendre le travail ? La direction accorde :

— 1,5 % d'augmentation comme aux Chantiers,

— 4 jours de congé maladie payés par mois et pour les mensuels comme aux Chantiers

— De plus la direction considère que le samedi 28 à été travaillé normalement et en conséquence paie le lundi de la Pentecôte.

Les dirigeants des syndicats auront beau présenter ce résultat comme une « grande victoire des ouvriers de la région », les grévistes auraient dû tràvailler près d'un an pour que l'augmentation consentie par la direction, compense les pertes subies pendant la grève, si la solidarité n'avait pas heureusement compensé une partie des pertes subies pendant la

Jean MARÉCHALE.



La façade de la S.N.P.A.

Sur le mur on peut lire : « Nos 30 F » et « Nous occupons l'usine ».

### LA GRÈVE AU JOUR LE JOUR

JEUDI 12

11 heures : après affichage dans l'atelier du montant de l'augmentation (1 % alors que les Chantiers de l'Atlantique maison mère ont obtenu 1,5 %) le secrétaire C.G.T. fait débrayer les ouvriers. Le directeur et le chef du personnel sont enfermés dans les bureaux. Les horaires montent dans les bureaux et entraînent les mensuels avec eux.

L'après-midi, les ouvriers occupent les locaux; depuis ce moment et jusqu'à la fin de la grève, ils se relaieront par équipes de huit heures pour occuper l'usine. Une banderole indique à tous : « nous occupons l'usine ». Des équipes de sécurité sont mises en place et la propreté des locaux est assurée.

La direction, du fait de la grève, est prise en mains par les dirigeants syndicaux (la C.G.T. est très nettement majoritaire) qui se constituent en comité de grève et rendent compte aux ouvriers des discussions. Ils seront assistés dans les pourparlers des dirigeants des Unions locales FO et CFDT se contentant en fait de suivre la CGT.

VENDREDI 13

Première réunion entre :

 les délégués de la SMPA et les représentants des Unions Locales;

 le directeur régional du Travail, l'inspecteur du Travail et le directeur de la SMPA.

Au cours de cette réunion sont posées les revendications déjà citées.

Le directeur part à Paris discuter de ces revendications avec Pinczon, président-directeur général des Chantiers,

SAMEDI 14

Deux jours après le déclenchement de la grève, tract intersyndical demandant aux ouvriers d'être vigilants et de se tenir prêts à répondre aux mots d'ordre syndicaux. A la débauche des Chantiers, un dirigeant CGT invite par haut-parleur les travailleurs à rendre visite avec leur famille aux

travailleurs de la SMPA le lendemain dimanche.

LUNDI 16

Débrayage d'une demi-heure aux chantiers avec meeting à la SMPA. Peu iront, le débrayage ayant lieu à la fin de la journée et la plupart des ouvriers étant tenus par les horaires des cars.

Discours du secrétaire CGT de la SMPA relatant les causes de la grève.

MARDI 17

Manifestations en ville dans le cadre de l'action nationale. 5.000 participants, quête en faveur des grévistes.

Rupture des pourparlers.

MERCREDI 18

Réunion à la préfecture, où le préfet accepte de jouer le rôle de médiateur.

La direction accepte la discussion si celle-ci se déroule en dehors de l'usine.

JEUDI 19

Kermesse à la SMPA.

VENDREDI 20

Le personnel évacue l'usine pendant les discussions, les syndicats ayant accepté cette condition sine qua non de la direction. Celle-ci propose 0,2 % en plus des 1 %. Refus des travailleurs qui réoccupent l'usine.

SAMEDI 21

Le matin rupture des discussions.

L'après-midi, après évacuation de l'usine, la direction propose ce qui sera accepté par les syndicats à la fin de la grève.

Les ouvriers refusent et réoccupent l'usine.

Par solidarité les pêcheurs du Croisie livrent 500 kg de poisson et 200 kg d'araignées de mer.

Une souscription est ouverte.

LUNDI 23

La délégation des Chantiers reçus par Pinczon pour discuter de la pré-retraite, mandatés par le comité de grève de la SMPA, demande la réouverture des discussions.

Une quête est faite aux Chantiers une heure et demie seulcment après avoir été annoncée : peu d'ouvriers sont touchés et la quête ne rapporte que 3,000 F.

Par contre la quête de l'usine Sud Aviation, mieux organisée, rapporte 7.000 F.

Des billets de « bourriche » sont mis en vente.

Les ouvriers de la SMPA touchent leur paie par la poste. Ils touchent les quatre jours du début de la quinzaine.

MERCREDI 25

Poursuite des discussions.

Les délégués sont reçus par l'inspecteur du Travail et la presse parle d'une possibilité d'accord.

Des représentants patronaux passent chez les mensuels pour leur demander de reprendre !e travail : tous ceux qui sont ainsi contactés/refusent.

JEUDI 26

Débrayage de solidarité aux Chantiers et à Sud Aviation. 3.000 manifestants devant le siège du syndicat patronal.

Au cours des discussions qui stagnent la direction refuse de ne pas toucher aux primes d'intéressement, comme le demandent les syndicats.

VENDREDI 26

La direction accepte de reprendre les discussions bien que l'usine soit encore occupée.

SAMEDI 28

Sur la base des propositions de la direction faites le samedi 21 les syndicats proposent la reprise du travail. Elle est votée par les ouvriers.

La direction a aussi accepté de payer le lundi de la Pentecôte.

pas, et le nombre d'exemplaires désirés.

demande pour les frais de port).

^^^^

NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant géné-

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le pla-

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou

ralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises

cardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à

chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la

ou de caractères différents selon les circonstances.

## Dans les mines du Nord

A fosse Dechy Saint-René dépend de la mine d'Aniche, située dans le bassin du Douaisis. On y extrait un charbon de qualité demi-gras qui sert à la fabrication de dérivés divers. Au total, 15 000 à 16 000 mineurs sont employés dans les mineurs sont employés dans les 18 puits du bassin.

A la fosse Dechy, 1300 mineurs (dont 500 marocains) sont regroupés, la fosse Saint-René ayant été fermée en 1964. La plupart d'entre eux travaillent entre 500 et 650 mètres de fond, la fosse atteignant 800 mètres à son point le plus bas. La semaine de travail est de 48 heures et le système des est de 48 heures et le système des équipes 3/8 y est en vigueur, c'est-à-dire que chacun occupe alterna-tivement un poste du matin, de soir ou de nuit pendant 6 jours de 8 heures (non compris le temps nécessaire de la douche).

Les conditions de travail dans les mines sont inhumaines. La si-licose, qui envahit les poumons et provoque la déchéance physique et la mort est un véritable fléau qui la mort est un véritable fléau qui frappe tous les mineurs sans exception. La moitié d'entre eux quitte la mine entre 40 et 50 ans, soit pour l'invalidité, soit pour le cimetière, tandis que les au tres atteignent péniblement l'âge de la retraite (fixée à 50 ans pour ceux du fond et à 55 ans pour ceux du fond et à 55 ans pour les autres) sans pouvoir en jouir bien longtemps. Le mineur retraité, de plus de 60 ans, encore en vie constitue l'exception.

Et pourtant, il serait possible, techniquement, de supprimer en grande partie ce fléau, ne serait-ce qu'en appliquant les mesures de protection préventive prévues dans protection préventive prévues dans le règlement des mines, a savoir : l'injection d'eau dans des trous percés dans les veines pour sup-primer la poussière. Cette opéra-tion d'injection d'eau par surpres-sion est obligatoire mais elle est rarement appliquée par les Houil-lères nationales car elle rend l'ex-ploitation moins rentable : en ef-fet, le charbon mouillé s'écoule mal dans les veines peu inclinées. mal dans les veines peu inclinées. Le rendement en souffrirait et un personnel supplémentaire serait nécessaire pour les opérations de déblaiement et de s'êc hage du charbon. Alors, plutôt que quel-ques profits, on préfère sacrifier la vie des mineurs. Voilà un véri-table crime qui nermet à la France table crime qui permet à la France d'être championne d'Europe de la productivité.

Les Houillères ne reconnaissent que parcimonieusement la silicose comme m a l a d i e professionnelle. Seul, le médecin officiel des Houil-lères peut juger du pourcentage selon lequel est atteint un silicosé. Pour avoir droit à l'invalidité, il faut être silicosé à plus de 66 % et pour pouvoir prendre sa re-traite anticipée, il faut un mini-mum de 30 % et de 20 ans de fond. C'est dire que les taux de silicose ont plutôt tendance à être rabais-sés par rapport à la réalité. Ainsi, certains mineurs sont classés comcertains mineurs sont classés comme silicosés « sans pourcentage ». D'autre part, la « silicose-tubercu-lose » n'est pas reconnue comme maladie professionnelle.

A part la silicose, les accidents de toute sorte sont le pain quoti-dien de la mine : à chaque instant, le mineur risque d'être pris sous un éboulement ou d'avoir un bras ou une main coincée par une ma-chine. L'insécurité est permanente et rare sont les mineurs qui quit-tent la mine sans une mutilation quelconque.

### LES SALAIRES

Dès l'âge de 15 aus, les galibots poussent les berlines; ils restent alternativement 15 jours au fond et 15 jours à l'école pour 8,60 F par jour. A 18 ans, ils descendent au fond complètement.

Les mineurs se répartissent en cinq catégories:

- les herscheurs (ceux qui poussent les wagonnets) sont classés en 2º et 3º catégories, ce qui correspond à 22,40 F et 24 F par jour ;
- les abatteurs, les boiseurs de rabot ou bélier sont en 4° et 5° catégories et gagnent 25 F et 29 F par jour;
- les chefs de taille sont en 5° catég. et les hommes d'abouts, qui effectuent le travail le plus périlleux en descendant le ma-tériel au fond sont en 6° catég, et gagnent 31 F par jour (ils sont une dizaine à la fosse Dechy);
- pour les abatteurs aux pièces, le salaire quotidien varie de 32 à 35 F par jour, mais il peut être amputé de la prime « d'havée coupée » (3,50 F par jour) si la norme n'est pas effectuée ou en cas d'incident technique (si en cas d'incident technique (si une machine tombe en panne).

A ces salaires de misère s'ajou-te une prime de rendement de 10 à 11 % c a l c u l é e par quinzaine mais payée tous les six mois et dont l'attribution dépend de condi-

tions draconiennes: avoir fait son rendement ne suffit pas, encore faut-il ne pas avoir fait plus de 2 jours de grève dans la période de 6 mois, ou ne pas avoir été absent plus de deux heures dans la quinzaine, sinon les primes de toute la quinzaine sautent. Un ma-lade ou un blessé n'a pas droit à la prime.

Cette prime « de rendement » se transforme en une prime anti-grève et anti-absentéisme. Résul-tat : il est fréquent que des mi-neurs malades descendent quand même au fond. C'est un moyen même au fond. C'est un moyen de voler les mineurs d'une partie de leur salaire; mais il y en a d'autres, par exemple, le système des a m en d e s. Il date d'avant-guerre, mais a été recodifié par le « camarade-ministre » Lecœur en 1946 et voté à la Chambre par les députés dits « communistes » et « socialistes ». Elles sont infligées aux ouvriers qui ne respectent pas certaines consignes de sécurité, par exemple en ce qui concerne le boisage des galeries et des tailles et reversées à la Sécurité sociale minière. Les décrets rité sociale minière. Les décrets « Lacoste » de 1948 qui, avec le Statut du mineur (Lecœur 1945), font office de Convention collective, prévoient aussi le licenciement de tout, mineur ayant plus de 6 jours d'absence dans les six mois.

#### LES « AVANTAGES »

Il existe, en France un mythe du mineur qui bénéficierait d'avan-tages considérables compensant ses conditions de travail inhumaines. Voyons un peu ce qu'il en est : La retraite est bien à 50 ans, mais la moitié n'y partient pas ou y parvient déchue physiquement. Elle s'élève à environ 55 % du salaire.

Le mineur, disent certains, ne paye pas son charbon et est logé gratuitement par les Houillères. Le charbon est en effet gratuit, mais il faut se contenter d'un poussier et de boulets de dernière qualité et le charriage est à la charge du mineur. charge du mineur.

Quant au logement gratuit, il faudrait plutôt parler, dans bien des cas, de taudis et les occupants doivent se transformer en peintres, maçons, terrassiers, s'ils veulent vivre dans un logis propre; ils doivent effectuer les réparations eux-mêmes. Souvent, le nombre de pièces est insuffisant par rapport au nombre d'enfants et les salles d'eau ou lavabos sont inexistants. inexistants

### LA NATIONALISATION

Comme chacun sait, les mines sont nationalisées depuis 1945. Cela n'empêche pas les anciens pro-priétaires de récupérer chaque an-née la bagatelle de 30 milliards, rien que pour le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, à titre d'in-demnisation. On peut juger ce que cette prétendue «victoire» des travailleurs leur a apporté depuis plus de vingt ans.

### LES SYNDICATS

La moitié des mineurs est syndiquée (dont 80 % à la C. G. T.), mais on peut dire qu'en tant qu'organisations, les syndicats sont quasiment inexistants. Il y a peu de tracts en dehors des périodes électorales et il n'y a pas de « journal d'entreprise ». « La Tribune », iournal fédéral C. G. T. Tribune », journal fédéral C. G. T., est vendue à domicile, ainsi que les timbres des cotisants.

Depuis la grève de 1963, aucune réunion n'a été organisée. Pour la plupart, se syndiquer revient à prendre une assurance-accident en prévision de la somme qui sera versée éventuellement à la future veuve et aux enfants.

Les élections de délégués n'ont lieu que tous les 4 ans, au scrutin de listes présentées par les syndi-cats. Chaque liste est établie pour l'ensemble des 18 puits du bassin de Douai et comporte un candidat voir, soit 1 par puits.

Une fois élu, le délégué-mineur ne travaille plus; il est payé par les Houillères à peu près comme un porion de quartier (équivalent du contremaître), soit près de 1500 F mensuels.

Le délégué-mineur est censé ef-fectuer 12 descentes au fond et 12 contrôles de sécurité pendant les heures de descente et de remon-tée des cages, chaque mois, mais, dans la pratique, les mineurs font souvent du « rabbiot » en fin de souvent du «rabbiot» en fin de poste. En fait, le délégué est « élu » pratiquement à vie et, en ce do-maine, la représentation démocra-tique des travailleurs n'est plus qu'un très lointain souvenir.

### LES GRANDES LUTTES DES MINEURS

Etant donné toutes ces condi tions, il n'y a rien d'étonnant à ce que, de tout temps, les mineurs aient constitué le fer de lance du prolétariat et sa fraction la plus

Les grandes grèves de 1948 (9

sont encore dans toutes les mé-

Indépendamment des combats, de la véritable guerre devrions, de la véritable guerre devrions nous dire, que durent livrer les mineurs contre les forces de « l'ordre » du « socialiste » Jules Moch, la grève de 1948 a été marquée par le scandale des « bons Lecœur »; un mouvement de solidarité international avant permission. rité international ayant permis de rassembler des sommes importan-tes, la répartition de ces secours donna lieu à des abus, des inégalités et des injustices flagrantes, certains ayant profité de l'occasion pour se remplir les poches.

Après la grève de 1963, des mili-tants révolutionnaires éditèrent, tous les mois, à la fosse Dechy, un bulletin «L'étincelle» qui, après 2 ans et demi, cessa de paraître.

Après chacune de ces grèves, les mineurs sont rentrés battus et écœurés par les directions syndicales, incapables de mener à bien leur combat en le généralisant. Mais ces expériences n'ont pas été inutiles car maintenant les mineralises car mineralises car maintenant les mineralises car mineralises car mineralises car mineralises car maintenant les mineralises car mineral inutiles car, maintenant, les mineurs savent que leur sort est entre leurs propres mains et qu'ils ne doivent se faire aucune illusion sur la capacité des syndicats à les conduire à la victoire.

Quant à ceux qui professent qu'en 1966 il n'y a plus de classe ouvrière, nous leur conseillons d'aller voir de plus près ce qui se passe au pays de Germinal dans les corons, des familles entières doivent encore acheter la nourri-ture et, parfois, même le pain, à crédit, d'une paye sur l'autre.

D. LEMAIRE

## Echos de la V.O. des mines

A la cage 600 du poste de nuit, les mineurs doivent re-

RESPECTEZ LES HORAIRES!

LA RUE DES FRIPIERS

« LE TRAVAIL

C'EST LA SANTE »

monter à 6 h 18 et remontent en réalité tous les jours à 6 h 32 quand ce n'est pas 6 h 35. Il est prévu d'après le règlement des houillères deux cages à 550. Pourquoi en faire trois? Qu'attend le délégué mineur pour faire appliquer le règlement? Car il prend les mineurs pour des imbéciles quand on lui pose cette question.

Le même jour, le télépho-niste du bélier 600, le conduc-teur de loco, l'herscheur et le chef de trait lui ont dit que la

Les Douaisiens connaissent très bien cette rue. Elle aurait été transférée rue de Beaumont à Guesnain (ex-cité Couture) selon les dires du directeur et des gardes des houillères.

Quand les journalistes de « Douai-Mines » vantent les maisons spacieuses des mineurs, ils feraient mieux de vi-siter d'abord les maisons de la rue de Beaumont avant de faire des articles. Il est vrai que pour ces messieurs les ingénieurs des Mines, ce n'est pas le même régime. Nous ne demandons pas 12 pièces comme

Dans les tailles bélier n° 13 500-550 ; 550-600 et 600-650 il

n'existe pas d'injection d'eau. Qu'attendent le porion de sé-curité et le délégué mineur pour intervenir ? Au lieu de nous faire marcher le juke-box nous vantant les bienfaits de la sécurité préventive avec Salvador, Sheila et Adamo à l'appui, ils feraient bien mieux de s'intéresser à l'injection d'eau dans les tailles en question, car il n'existe même pas d'arri vée d'eau. Il est certes plus facile de placer quelques sous dans un juke-box que de protéger les poumons des mineurs. Et pourtant, selon le règle-

Notre camarade Benjama ayant eu le doigt sélectionné par un coup de hache, a été transporté à l'hôpital d'Hénin-Liétard, service des houillères nationales, ce qui empêche ses copains de lui rendre visite.

Pourquoi ne pas l'avoir fait hospitaliser à l'hôpital de Douai ou de Lille, ou en clinique? Est-ce la couleur de sa peau qui

cage était remontée avec 1/4 d'heure de retard. Il leur a ré-pondu à chacun : « T'es le pre-mier qui me le dit ». Est-il dé. légué des Houillères ou des mineurs? Au lieu de serrer la main de la maîtrise et de la direction, il ferait mieux de faire respecter les horaires par la direction.

Nous sommes déjà cham-pions de la longueur de la se-maine de travail en Europe, nous ne tenons pas à battre nos propres records.

(Extrait de la « V.O. » des Mines - Fosse Dechy-St-René.)

eux, mais seulement 6 avec une salle de bains. Ce n'est pas un luxe mais une nécessité, surtout pour les familles nombreuses.

Quand un ouvrier demande un congé pour embellir sa maison on le lui refuse et on lui met ses primes de la quinzaine en bas. Pourtant un mineur et sa famille valent bien M. et Mme le Directeur des Mines. Comme eux ils ont le droit de vivre comme des êtres humains et non comme des parias.

(Etrait de la « V.Ô. » des Mines - Fosse Dechy-Saint-René.)

ment des mines, il ne doit pas être effectué de travail sans les mesures préventives de protection. Nous ne parlons que de ces tailles-là, mais toutes les tailles du puits travaillent dans les mêmes conditions.

Pour faire respecter la sécurité nous ne pouvons compter ni sur le porion, ni sur le dé-légué. C'est à nous de réagir, de faire appliquer le règlement, sinon de refuser collectivement de travailler dans ces condi-

(Extrait de la V.O. des mines Fosse, bassin Déchy, Sté Re-

lui interdit l'entrée de ces établissements.

Pour nous mineurs, marocains ou français, nous sommes tous exploités au même titre.

D'autre part, nous signalons qu'il n'y avait au fond, au moment de l'accident, ni pansement ni garrot. Est-ce cela la sécurité dans les mines?

(Extrait de la « V.O. » des Mines - Fosse Dechy-Saint-René.)

CONSCIENCE TORDUE

LA SEGREGATION

DANS LES USINES

RACIALE EXISTE

Bien des camarades qui mani-festèrent le 17 mai de la Bastille à la République ont pu observer une certaine variété de militants staliniens dignes d'intérêt. Ils ont quelque chose comme une conscience de classe à l'envers. Ils pourraient passer la journée près d'un royaliste ou d'un fas-ciste sans s'en apercevoir, mais ciste sans s'en apercevoir, mais s'ils entendent un seul vers de « L'Internationale » leur nez frémit, les voilà sur la piste d'un « trotskard ». Si l'on crie « Unité— POUR — l'action », leur conviction est faite : « des diviseurs sont dans le secteur »... Et les voilà prêts à foncer... même pas gênés par les cornes dont Mitterrand vient de les affubler.

Directeur de publication : M. SCHROEDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS 86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis

> Travail execute par des ouvriers syndiques.

### CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux

### CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble

Les prochaines réunions auront lieu les JEUDI 5 et 19 mai, à 20 heures, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 2 et 16 juin et ainsi de suite. Participation aux frais: 1 F.

### CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais: 1 F.

### CERCLE LEON TROTSKY de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE CHINON, rue des Forges. Participation aux frais: 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants. dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

# LE 17 MAI, DANS LES USINES

Chez Berliet

APRES LE 21 MAI

Samedi 21, la plupart d'entre nous ne sont pas venus récupérer et ont donc fait grève. Cette forte participation change, par rapport aux débrayages limités qui ont précédé le 17 mai, débrayages dans lesquels le nombre de grévistes allait en diminuant.

Il y a longtemps que les travailleurs ont pu juger l'inefficacité de la tactique des mouvements limités et divisés par catégorie ou secteur. Chez Berliet, notre volonté d'agir enfin tous ensemble, de manière déterminée, si elle n'a été que timidement exprimée, n'en est pas moins très réelle. Les organisations syndicales sont conscientes que nous en avons assez de débrayer a pour le comment cientes que nous en avons assez de débrayer « pour le communi-qué », et un peu partout c'est la même chose.

C'est pourquoi les organisations syndicales ont conçu la journée du 17 mai comme un mouvement bien plus large que ceux qu'elles nous proposaient précédemment. Bien sûr, ce n'est même pas une journée comme celle du 17 mai qui peut faire céder les patrons. Une telle démonstration nous permet de prendre conscience de nos possibilités, de notre force, lorsque nous luttons tous ensemble, toutes professions et catégories réunies. réunies

Et cette journée a indiscutablement apporté une telle démonstra-

Maintenant, les dirigeants des syndicats prévoient une autre jour-née semblable pour le mois de juin. Il est à craindre que le fait d'envisager de ne refaire que la même chose ne fasse que rassurer le patronat. Prendre conscience

de notre force, cela nous permet de nous rendre compte que nous sommes capables de nous battre victorieusement. Mais se conten-ter de rouler les épaules et de faire des démonstrations de force n'est pas suffisant pour vaincre l'adversaire.

l'adversaire.
En fait, les dirigeants des syndicats ne conduisent pas la lutte pour nous permettre de vainere. Ils veulent seulement démontrer au patronat et au gouvernement que, eux, les dirigeants des syndicats, sont des personnages influents sur la classe ouvrière et qu'il faut discuter avec eux. Les dirigeants des grandes administrations syndicales défenden et les patrons. Ils défendent leurs clients, les travailleurs, mais

en faisant cela, ils se défendent avant tout eux-mêmes. Et en aucun cas, ils ne souhaitent que lesdits clients prennent le coup de sang et suppriment les tribunaux, en l'occurrence les patrons et l'ex-ploitation salariale, parce que cela mettrait fin en même temps à l'existence des avantages syndi-caux.

l'existence des avantages syndi-caux.

Cela n'a pas toujours été ainsi.

Au début du siècle, la C.G.T. nais-sante se donnait pour objectif la suppression de la société capita-liste. Mais il y a loin entre l'idéa-lisme du jeune homme et les cal-culs « réalistes » du parvenu.

Et nour ces parvenns nous som-

Et pour ces parvenus, nous sommes une masse de manœuvre, jusqu'au jour où nous prendrons le coup de sang.

Peut-être au mois de juin!

(Extrait du N° 104 de la V.O.

BERLIET).

Chez Renault (Flins)

**INFORMATIONS** ET REFLEXIONS LA GREVE DU 17 MAI

Le 17 mai, à Flins, la Régie fermait ses portes (sauf pour une partie de l'équipe du matin). La récupération était fixée au samedi suivant.

Mais si la direction avait pré-

Mais si la direction avait prévu les conséquences de la grève du 17 mai, les directives syndicales, elles, avaient laissé arriver le 17 mai sans consigne.

Il faut dire qu'elles étaient bien embarrassées. Comment faire participer Flins, fermée 24 heures par la direction, à un mouvement de grève d'une journée... sans toucher à la prime.

La solution, elles ne l'ont pas

trouvée. Le vendredi soir précédant la récupération, la C.F.D.T. invitait à 24 heures de grève pour le lendemain et la C.G.T. se contentait d'appeler à un débrayage symbolique de 1 h 30.

Aucune des consignes n'a été suivie. Et pour cause.

Comment demander aux travailleurs d'entrer en lutte de facon

leurs d'entrer en lutte de façon symbolique le samedi 21 pour participer à la grève du 17 ?

D'autant que le 17 n'était pas le début d'une lutte réelle, mais une journée de protestation limi-tée dans le temps et les inten-

Les directives syndicales n'ont pas été suivies. C'est la mesure de la confiance que les travailleurs accordent aux semblants d'actions qu'on leur propose.

(Extrait du n° 4 de la V. O. Renault - Flins).

• A la N. M. P. P.

COMMENT LE SYNDICAT A DESORGANISE LA JOURNEE D'ACTION DU 17 MAI

Si la journée d'action du 17 mai a eu un certain succès quant à la participation des travailleurs, ce n'est pas dû au syndicat C. G. T. des N. M. P. P. Il a, en effet, pristoutes ses précautions pour que, dans l'entreprise, ce soit un échec complet. On ne voit pas en effet comment expliquer autrement que le silence absolu ait été fait jusqu'au 16 au soir et que le mot

d'ordre de grève n'ait été affiché qu'au moment où l'équipe de nuit, qui était appelée à cesser le travail, arrivait sur les lieux. Pour être plus sûr sans doute que la majorité d'entre nous ne serait pas tentée de suivre les consignes données, aucune précision ne fut fournie sur les revendications pour lesquelles on nous demandait d'entrer en lutte et ce n'est que

pour lesquelles on nous demandait d'entrer en lutte et ce n'est que 9 jours après, le vendredi 26 mai, que le syndicat a daigné, à nous informer que la reven-dication principale p o r t a i t sur 12 % d'augmenta'ion en 3 ans, soit 4 % par an, c'est-à-dire la limite fixée par le gouvernement lui-même (la C. G. T. revendique bra-

vement ce que les patrons et De Gaulle ont accepté par avance de donner... c'est-à-dire presque rien, nous en reparlerons).

Ainsi la C.G.T. n'a fait semblant d'appeler à la grève que pour avoir l'air de faire quelque chose. Mais elle n'avait d'autre but que de se dédouaner et se donner la prossibilité de reichte que le controlle de la contr possibilité de rejeter sur les tra-vailleurs sa carence et son incapacité. Alors que la possibilité était donnée à la classe ouvrière de réaliser un large mouvement d'ensemble, la C.G.T., dans notre entreprise, s'est empressée d'en saboter la réalisation pratique... afin de prouver (les bons apôtres!)

qu'il n'était pas possible.

En fait, elle a fait la preuve, une fois de plus que, pas plus la C.F.T.C. qui a carrément et sans vergogne pris position contre la grève, la C.G.T. ne veut de luttes sérieuses.

Nul doute pour ant qu'il nous faudra bien en venir là un jour ou l'autre, si nous voulons réellement voir changer quelque chose à nos conditions de vie et de travail. Mais il faudra pour cela passer par dessus la tête des soidisant directions syndicales qui font le jeu du patron.

(Extrait du nº 18 de la V. O. N. M. P. P.).

## A chaque instant, risque d'accident...

Chez Kodak

ATTENTION CHARRIOT ...

A « M », dans les couloirs des étages au noir, on peut entendre des sifflottements et des cris : « Attention chariots ».

C'est en effet par ces moyens de fortune que ceux qui poussent des chariots conseillent à ceux qui se trouvent malencontreusement

sur leur passage de se mettre à l'abri ; malgré ces précautions, il arrive que des collisions se produisent et que des pieds se fassent écraser de temps en temps.

De même, lorsque nous arrivons du dehors, éblouis par la lumière, et que nous pénétrons dans les ateliers au noir, il est fréquent de se buter dans les chariots. Cela se traduit généralement par quel-

ques bleus, mais il se pourrait que des accidents plus graves sur-viennent un jour ou l'autre. Tout cela n'arriverait pas si les

chariots étaient éclairés suffisamment et munis d'un système d'avertissement sonore quelconque. Certains chariots en fer et « Applevages » sont bien munis d'un lumignon clignotant (qui la plupart du temps ne fonctionne

pas...), mais il en faudrait aux quatre coins, tandis que les cha-riots en bois, eux, n'ont pas d'éclai-rage du tout.

Et il paraît qu'à « M », il y a des gens censés s'occuper de la sécurité...

(Extrait du N° 8 de la V.O. KODAK).

Chez Genève

CADENCES CRIMINELLES

Mardi dernier, un laqueur tom-be d'une échelle et se blesse sé-rieusement.

encore plus tragique : un camion

écrase un travailleur allongé sur le sol, qui n'avait pas terminé une soudure. La mort semble être évitée de justesse. Mais notre camarade est grièvement blessé, Deux accidents une même can-

se : les cadences de plus en plus

rapides exigées par la direction, pressée d'accumuler ses profits en nous exploitant de plus en plus férocement.

Si nous ne voulons pas être les ictimes certaines des cadences infernales, il faut nous y opposer,

refuser l'accélération du rythme du travail. Sinon, ne doutons pas que de tels accidents se reproduiront.

(Extrait du nº 120 de la V.O

A Air-France

TROP DE BRUIT

Depuis l'ouverture de la nouvelle piste, on se rend compte encore mieux, si besoin était, du bruit infernal que représentent les avions qui décollent ou qui atterrisent. Et à LR qui se trouve de la pitte le situation dans l'axe de la piste la situation

est particulièrement insupportable.

Quand on pense que la direction n'hésite pas à insonoriser ses bureaux pour ne pas être dérangée par une simple machine à écrire, on imagine aisément l'importance d'une insonorisation des hangars qui serait absolument nécessaire pour supprimer ou tout au moins pour atténuer largement ce bruit assourdissant à longueur de jour-née. Et la santé des travailleurs qui s'en préoccupe dans tout cela ? Sûrement pas la direction. Il n'y a que nous pour imposer des conditions de travail humaines. L'insonorisation des hangars est chose possible.

De toute façon, puisque nous

supportons des conditions de travail pénibles, nous devons exiger une compensation en temps.

Dans l'immédiat seul la réduc-tion du temps que nous passons dans ce bruit infernal peut sauve-garder notre santé.

(Extrait du N° 95 de la V.O. AIR FRANCE).

A la Régie Renault

UN ENDROIT OU ON OUBLIE DE FAIRE DU VENT

Au 74, avec l'été, les essayeurs voient leurs conditions de travail empirer. Déjà, d'ordinaire, les gaz d'échappement des voitures — par ailleurs de plus en plus nombreu-ses — rendent l'atmosphère malses — rendent l'aumosphere mar-saine et irrespirable pour quicon-que n'y est pas habitué. D'ailleurs les cas d'intoxication ne sont pas rares. Pour d'autres, c'est l'intoxication à plus longue échéance et les maladies dont on ne sait trop bien d'où elles viennent.

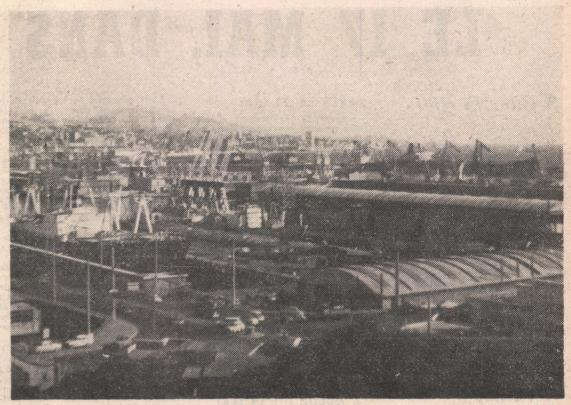
Lorsque les chaleurs arrivent et s'ajoutent à cela, régler un ralen-ti au point fixe et se pencher sur un moteur 30 fois par jour, cela devient harrassant, voire intenable. Bien sûr, il y a des systèmes d'aération et de ventilation mais combien insuffisants ou dépassés...

Dans cette période où l'on parle tant d'augmenter les investisse-ments, on aimerait bien savoir combien la direction a prévu pour améliorer nos conditions de tra-

(Extrait du nº 81 de la V. O. R. N. U. R. Générale.)

## MARSEILLE





Un port est bien inutile sans dockers...

## Demi-victoire des dockers

E jeudi 26 mai, dans la soirée, les travailleurs du port, réunis en Assemblée générale, ont accepté les propositions patronales, mettant ainsi fin à un conflit qui a duré plus de 100 jours (1).

Les patrons des Compagnies de manutention — les acconiers — ont été obligés d'augmenter les salaires des dockers d'environ 4 F par jour, ce qui représente à peu près 100 F par mois. De plus, les h e u r e s supplémentaires ont été majorées de 0.50 F. La durée du travail a été légèrement réduite. D'une part le travail de nuit est supprimé une fois par semaine, du dimanche au lundi. D'autre part les heures supplémentaires de jour sont limitées à une heure, plus une autre executionnelle en cas sont limitées à une heure, plus une autre, exceptionnelle, en cas de départ d'un navire au cours de de départ d'un navire au cours de cette deuxième heure. Enfin, les 8 heures de travail du samedi sont remplacées, soit par 6 h 40 de travail le matin (de 6 h 30 à 13 h 10) payées 8 h (31,32 F) soit par 5 h 30 de travail l'après-midi (de 13 h à 18 h 30) payées 38,50 F.

Néanmoins les dockers n'ont pas obtenu complète satisfaction puisqu'ils revendiquaient environ 7 F par jour d'augmentation, la suppression du travail le samedi

auppression du travail le samedi apres-midi, et 1 h 30 d'interruption à midi, au lieu d'une heure. De plus, on doit tenir compte des pertes de salaires entraînées par plus de trois mois de lutte (Refus des heures supplémentaires, nuits,

dimanches, jours fériés et la plu-part des samedi, ainsi qu'une journée de lock-out). Pour rat-trapper ces pertes, grâce aux nou-velles augmentations, il faudra, se-lon les cas, de 5 à 8 mois environ. Les autres catégories de travail-

leurs, conducteurs d'engins et agents de maîtrise, ont obtenu des agents de maîtrise, ont obtenu des conditions plus avantageuses. Par exemple le salaire d'un grutier a été augmenté de plus de 7 F, passant à 48,47 F pour 8 heures. L'heure d'embauche (la présence est obligatoire à 6 h 30, alors que le travail, ainsi que la paye ne commencent qu'à 7 h 30) est passée de 4 F à 5 F pour les agents de maîtrise, alors que les autres catégories de travailleurs n'y ont toujours pas droit.

Les conducteurs d'engins et gru-

toujours pas droit.

Les conducteurs d'engins et grutiers demandaient de « passer aux cadres », c'est-à-dire de devenir des « permanents » des compagnies avec du travail tous les jours au lieu de « professionnels ».

Une bonne partie d'entre eux étaient déjà des permanents avant le conflit et sur les 175 qui ne l'étaient pas, les patrons ont accepté d'en voir passer 110 « aux cadres ». Il en reste done encore 65 à n'avoir pas obtenu satisfaction...

Pour la C. G. T. et le P. C., la lutte s'est terminée par une vic-toire des travailleurs. Les dockers, eux, sont assez satisfaits, mais ne tombent pas dans l'euphorie de la C. G. T. et le succès leur paraît,

en fin de compte, très « moyen ». Le manque de f e r m e t é de la C. G. T., particulièrement au cours de la dernière semaine du conflit, y est pour quelque chose...

#### L'ATTITUDE HESITANTE DE LA C.G.T.

Au cours de ce conflit, la C. G. T. a dirigé seule la lutte. Elle a réussi à reconquérir une partie de la confiance qu'elle avait perdue lors d'une grève en 1961, où les travailleurs avaient obtenu des miettes après 45 jours de lutte sous tes, après 45 jours de lutte sous forme de travail au ralenti. Depuis 1961 d'ailleurs, il n'y avait plus eu de mouvement d'envergure sur le port de Marseille.

Au cours du conflit qui vient de s'achever, la C. G. T. du port a pu apparaître relativement démocratique, réunissant à plusieurs re-prises les travailleurs en Assemprises les travailleurs en Assemblées générales pour prendre des décisions. Mais, au cours de ces assemblées, les dirigeants syndicaux se gardaient bien de renforcer la lutte, de dire ce qu'il fallait faire à leur avis, comment ils estimaient possible de faire fléchir le patronat, en un mot de donner une idée claire du combat qui se menait. Hs s'adressaient en termes menait. Ils s'adressaient en termes vagues aux dockers, répétant seu-lement « c'est vous qui décidez », laissant le mouvement aller de lui-même, sans le soutenir. Mais la volonté de lutte des grévistes était grande et le syndicat était obligé d'en tenir compte.

On a même vu — fait rare —, lors d'une commission paritaire où les patrons avaient proposé une augmentation pour les seuls conducteurs d'engins, la C. G. T. refuser cette augmentation et proposer que la somme totale que cela représentait soit répartie entre les dockers pour ne pas diviser les travailleurs et pour ne pas augmenter la hiérarchie...

Cependant, le matin du samedi 21 mai, lors d'un meeting devant le centre d'embauche de la Joliette, la C. G. T. supprima la grève du samedi après-midi, contre la vo-lonté des dockers, soi-disant parce que c'était nécessaire pour ne pas couper le dialogue avec les pa-

Ce fut un beau tumulte ce matin-là. Les dockers ayant compris que le syndicat voulait enterrer le mouvement criaient : « On contimouvement criaient: « On continue! », couvrant la voix des orateurs. Comme la C. G. T. maintenait sa position, la majorité des travailleurs s'en alla, écœurée. Et ce n'est que lorsqu'il ne resta plus grand monde qu'il y eut un vote à main levée pour la reprise du travail. Vote qui eut lieu à toute vitesse, sans qu'on puisse voir réellement si la majorité de ceux qui restaient étaient pour.

D'a îl le ur s, le soir même, au cours d'une Assemblée générale, les dockers votaient à l'unanimité

les dockers votaient à l'unanimité

pour la continuation de la lutte. Les orateurs de la C. G. T. eurent beaucoup de peine à justifier leur attitude de la matinée, reconnaissant que les travailleurs la leur avaient reprochée et qu'on avait pensé que la C. G. T. obéissait aux ordres des patrons...

L'un des dirigeants du syndicat, pour excuser leur attitude, évoqua l'opinion publique, en déclarant que : « les travailleurs qui, dans le pays, se battent depuis des années pour des augmentations de 1 % ou 1,5 % n'auraient pas compris qu'on refuse 11 %! »

Quelques jours plus tard, impressionnés par la volonté des dockers, les patrons cédaient davantage et, le jeudi 26 mai, la C. G. T. réussissait à obtenir la majorité pour terminer le mouvement, tout en reconnaissant que les propositions patronales n'étaient « pas complètement conformes aux revendications formuformes aux revendications formu-lées...» et en insistant sur le fait qu'il faudra bien reprendre la

qu'il faudra bien reprendre la lutte par la suite. Quoi qu'il en soit, cette longue grève qui vient de s'achever et la combativité des dockers, démon-trent une fois de plus, s'il en était besoin, qu'à notre époque la classe ouvrière sait toujours combattre et que la lutte paie.

L. SAMUEL

(1) Voir le nº 60 de « Voix Ouvrière »

### PERMANENCES

### PARIS :

V° arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine.

tous les samedis, de 14 à 17 h. Xº arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 à 20 heures.

X1º arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus · Chez Maxime », 117 avenue d'Italie Métro : Maison-3'anche, le jeudi de 17 à 19 heu-

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue au Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 n 30 à 19 h 30.

XVe « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII<sup>®</sup> arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boule ard Ney. Métro : Porte de Cligna court, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30

### BANLIEUE :

ARGENTEUII : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 h. 30 à 15 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. - « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro

arrondissement : Café Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

> LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Miche et-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h. à 19 h.

### PROVINCE :

BESANÇON : Café Grandvelle tous les mercredis de 17 h. à 19 heures.

BOURGES : Café Bar « Rallye des Halles », Place de la Nation (Salle de réunions), les jeudis 2 et 16 juin de 17 h 30 à 19 h.

CLERMONT-FERRAND: « Café de France », 22, place Delille, les jeudi 2 et 16 juin de 17 heures à 19 heures.

DIJON. - Café « La Renais sance, rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE : « Café d'Au trans » 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vart », 113 rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samed: de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8° le mercredi, de 18 h à

MONTBELIARD .: Café de Mulhouse (face à la gare), le samedi 4 juin de 14 à 16 heures.

MARSEILLE: Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 16 et 30 juin de 18 h à 20 heures.

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileries, les jeudis 2 et 16 juin de 15 à 16 heures.

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 19 mai et 2 juin de 18 h à 19 h.

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

TOULOUSE : « Chez Jacques », Place Arnaud Bernard (1er éta ge), tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.